

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2010 — 3877

[2010/204946]

Extrait de l'arrêt n° 99/2010 du 16 septembre 2010

Numéros du rôle : 4761, 4778 et 4779

En cause : les recours en annulation totale ou partielle des articles 38 et 39 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique et des articles 14 et 15 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, introduits par Daniela Coco et autres, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'« Orde van Vlaamse balies ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey et P. Nihoul, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 août 2009 et parvenue au greffe le 10 août 2009, un recours en annulation des articles 38 et 39 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique et des articles 14 et 15 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur (publiées au *Moniteur belge* du 7 avril 2009 et du 29 janvier 2003, deuxième édition) a été introduit par Daniela Coco, demeurant à 1030 Bruxelles, rue du Saphir 28, Armand Broder, demeurant à 1000 Bruxelles, Galerie du Roi 18, Marc Snoeck, demeurant à 1050 Bruxelles, avenue des Klauwaerts 15, Michel Forges, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue des Dix Arpents 85, Philippe Marcus Helmons, demeurant à 1030 Bruxelles, avenue des Azalées 20, Daniel D'Ath, demeurant à 1180 Bruxelles, rue Marianne 4, Walter De Brakeleer, demeurant à 1950 Kraainem, avenue Baron Albert d'Huart 254, Colette Fraiteur, demeurant à 1180 Bruxelles, avenue d'Orbaix 18, François Van de Mensbrugge, demeurant à 1050 Bruxelles, avenue Maurice 27, et Nathalie Penning, demeurant à 1652 Alseberg, Dikkemeerweg 172.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 octobre 2009 et parvenue au greffe le 7 octobre 2009, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, dont le siège est établi à 1050 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 65, a introduit un recours en annulation partielle des articles 38 et 39 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique (publiée au *Moniteur belge* du 7 avril 2009).

c. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 octobre 2009 et parvenue au greffe le 7 octobre 2009, l'« Orde van Vlaamse balies », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Royale 148, a introduit un recours en annulation totale ou partielle des articles 38 et 39 de la même loi.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4761, 4778 et 4779 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à l'objet des recours

B.1.1. Les parties requérantes dans l'affaire n° 4761 demandent l'annulation des articles 38 et 39 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique, qui modifient les articles 2, §§ 1^{er} et 2, et 6, § 2, de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, ainsi que l'annulation des articles 14 et 15 de cette loi.

B.1.2. Les articles 14 et 15 de la loi du 20 décembre 2002 ont, par l'effet des dispositions attaquées, un champ d'application plus étendu qu'avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 mars 2009. Ils n'ont cependant pas été modifiés par celle-ci. Le recours n'est pas recevable en ce qui les concerne, faute d'avoir été introduit dans le délai de six mois, prescrit par l'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, prenant cours le 29 janvier 2003, date à laquelle la loi du 20 décembre 2002 a été publiée au *Moniteur belge*. Il appartient cependant à la Cour, le cas échéant, de tenir compte des règles qu'ils prévoient pour apprécier la portée et les effets des dispositions qui sont valablement soumises à son contrôle.

Quant à la recevabilité des recours

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours introduit par certaines des parties requérantes dans l'affaire n° 4761, les unes exerçant leur activité sous forme de SPRL sans avoir produit la délibération de l'organe compétent relative à l'introduction du recours, les autres n'ayant pas indiqué si elles exerçaient leur activité d'avocat en tant que personne physique ou en tant que personne morale, hypothèse dans laquelle une décision de l'organe compétent devrait aussi être produite.

B.2.2. Dès lors que les parties requérantes invoquent et établissent leur qualité d'avocat pour justifier de leur intérêt à agir, le mode d'exercice de leur activité professionnelle est, compte tenu de l'objet du recours, indifférent et il n'est pas nécessaire de vérifier si elles exercent celle-ci sous forme de SPRL ou si l'organe compétent de la SPRL a décidé d'introduire le recours.

B.2.3. Le Conseil des ministres s'interroge sur la recevabilité de la requête introduite dans l'affaire n° 4779 en ce qu'elle est signée par une autre personne que le conseil de la partie requérante.

B.2.4. Il apparaît des éléments auxquels la Cour peut avoir égard que la personne qui a signé la requête en annulation est avocat, collaborateur du cabinet d'avocats dont fait partie le conseil de la partie requérante. Cette signature n'est pas de nature à permettre de considérer que la requête ne répondrait pas aux exigences fixées par l'article 5 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle.

Quant au fond

B.3.1. Les articles 38 et 39 de la loi du 27 mars 2009 disposent :

« Art. 38. Dans l'article 2 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable de dettes du consommateur, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, 2°, les mots ' à l'exception du recouvrement amiable de dettes effectué par un avocat ou un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l'exercice de sa profession ou de sa fonction ' sont supprimés;

2° Le § 2 est remplacé comme suit :

‘§ 2. Les articles 4, 8 à 13 et 16 ne sont pas applicables au recouvrement amiable de dettes effectué par un avocat ou un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l’exercice de sa profession ou de sa fonction.’

Art. 39. L’article 6, § 2, de la même loi, est complété par un 6° rédigé comme suit :

‘6° dans le cas où le recouvrement est effectué par un avocat, un officier ministériel ou un mandataire de justice, le texte suivant figurera dans un alinéa séparé, en caractères gras et dans un autre type de caractère :

“Cette lettre concerne un recouvrement amiable et non un recouvrement judiciaire (assignation au tribunal ou saisie).” ’

B.3.2. Les articles 2 et 6, ainsi modifiés, de la loi du 20 décembre 2002 précitée disposent désormais :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour l’application de la présente loi, il faut entendre par :

1° recouvrement amiable de dettes : tout acte ou pratique qui a pour but d’inciter le débiteur à s’acquitter d’une dette impayée, à l’exception de tout recouvrement sur la base d’un titre exécutoire;

2° activité de recouvrement amiable de dettes : l’activité professionnelle, exercée même à titre accessoire par une personne physique ou morale, et qui consiste dans le recouvrement amiable de dettes impayées pour compte d’autrui sans avoir contribué à la conclusion du contrat sous-jacent, ainsi que le recouvrement amiable de créances cédées contre rémunération;

3° consommateur : toute personne physique qui est redevable de dettes étrangères à ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales;

4° contrat sous-jacent : le contrat qui a conduit à la naissance d’une dette à charge du consommateur.

§ 2. Les articles 4, 8 à 13 et 16 ne sont pas applicables au recouvrement amiable de dettes effectué par un avocat ou un officier ministériel ou un mandataire de justice dans l’exercice de sa profession ou de sa fonction.

§ 3. La présente loi est applicable au recouvrement amiable de dettes et à l’activité de recouvrement amiable de dettes du consommateur ».

« Art. 6. § 1^{er}. Tout recouvrement amiable d’une dette doit commencer par une mise en demeure écrite, adressée au consommateur.

Cette mise en demeure doit contenir de manière complète et non équivoque toutes les données relatives à la créance. Elle doit comprendre au minimum les données énumérées au § 2 et il ne peut être procédé à d’autres techniques de recouvrement qu’après écoulement du délai prévu au § 3.

§ 2. Dans cette mise en demeure apparaissent au moins les données suivantes :

1° l’identité, l’adresse, le numéro de téléphone et la qualité du créancier originaire;

2° le nom ou la dénomination, l’adresse et, le cas échéant, le numéro d’entreprise de la personne qui procède au recouvrement amiable de créance ainsi que les coordonnées de l’administration de surveillance auprès du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes & Energie;

3° une description claire de l’obligation qui a donné naissance à la dette;

4° une description et une justification claires des montants réclamés au débiteur, en ce compris les dommages-intérêts et les intérêts moratoires réclamés;

5° la mention que, en l’absence de réaction dans le délai prévu au § 3, le créancier peut procéder à d’autres mesures de recouvrement;

6° dans le cas où le recouvrement est effectué par un avocat, un officier ministériel ou un mandataire de justice, le texte suivant figurera dans un alinéa séparé, en caractères gras et dans un autre type de caractère :

‘Cette lettre concerne un recouvrement amiable et non un recouvrement judiciaire (assignation au tribunal ou saisie).’

§ 3. Dans la mise en demeure, le délai dans lequel la créance peut être remboursée avant que des mesures complémentaires soient prises est mentionné. Ce délai est d’au moins quinze jours et commence à courir à la date de l’envoi de la sommation écrite ».

En ce qui concerne les catégories de personnes auxquelles la loi est applicable

B.4.1. Les parties requérantes font valoir que les dispositions attaquées, en rendant la loi du 20 décembre 2002 applicable aux avocats, créent une identité de traitement contraire aux articles 10 et 11 lus isolément ou en combinaison avec l’article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution entre les avocats, d’une part, et les huissiers de justice et les agences de recouvrement de créances, d’autre part, alors que les uns et les autres se trouvent dans des situations différentes (premier moyen dans les affaires n^{os} 4761, 4778 et 4779).

Elles soutiennent que les motifs pour lesquels les agences de recouvrement en 2002 et les huissiers de justice en 2009 ont été soumis à la loi du 20 décembre 2002 ne suffisent pas à justifier que les avocats y soient également soumis : le législateur a en effet entendu mettre fin à des abus tenant au harcèlement dont les débiteurs pouvaient être victimes de la part des intéressés, aux frais de recouvrement amiable que les huissiers portaient en compte alors que les agences de recouvrement n’y étaient pas autorisées et à la confusion pouvant s’emparer des débiteurs qui, confrontés à un huissier de justice, pourraient penser qu’il s’agit de l’exécution d’un jugement et non d’un recouvrement amiable alors qu’aucun de ces éléments n’est avancé pour établir que de tels abus auraient été constatés en ce qui concerne les avocats. Ceux-ci n’adressent d’ailleurs pas de sommations judiciaires et ne perçoivent pas de frais de recouvrement pour les sommations amiables qu’ils adressent.

B.4.2. La loi du 20 décembre 2002 régit les actes ou pratiques ayant pour but d’inciter le débiteur à s’acquitter d’une dette impayée, à l’exception de tout recouvrement sur la base d’un titre exécutoire; elle vise l’activité professionnelle, exercée même à titre accessoire, par une personne physique ou morale, et consistant dans le recouvrement amiable, pour le compte d’autrui, de dettes impayées dont un consommateur personne physique est redevable (article 2). Elle interdit tout comportement ou pratique qui porte atteinte à la vie privée du consommateur ou est susceptible de l’induire en erreur, ainsi que tout comportement ou pratique qui porte atteinte à sa dignité humaine (article 3). Elle interdit aussi de demander une quelconque indemnité, autre que les montants convenus dans le contrat qui est à l’origine de la dette, en cas de non-respect des obligations contractuelles (article 5). Elle impose une mise en demeure écrite dont elle fixe le contenu (article 6) et prévoit des sanctions civiles (article 14), pénales (article 15) et administratives (article 16), ces dernières ne concernant cependant que les personnes autres que l’avocat, l’officier ministériel ou le mandataire de justice dans l’exercice de sa profession ou de sa fonction (article 2, § 2), lesquelles sont soumises à des dispositions qui leur sont spécifiques et tiennent notamment à l’obligation d’une inscription préalable auprès du ministère des Affaires économiques (articles 4 et 8 à 13).

B.4.3. Les travaux préparatoires de la loi du 20 décembre 2002 indiquent que le législateur entendait réagir à des plaintes formulées à l'encontre d'agences de recouvrement de créances auxquelles les entreprises et fournisseurs font fréquemment appel.

« Les agences de recouvrement recourent généralement à la lettre de menace ou au coup de téléphone comminatoire. La brutalité dont elles font preuve ne débouche que trop souvent sur des tentatives d'intimidation manifestes. Une des plaintes qui revient fréquemment concerne la menace, proférée par ces agences, de recourir à des mesures de recouvrement qu'elles ne sont absolument pas habilitées à prendre, telles que la saisie des biens du débiteur. Parfois, les agences de recouvrement tentent également d'obtenir du débiteur le remboursement des frais de recouvrement, bien que la loi l'interdise.

Le recouvrement de créances contre rétribution est une pratique très contestable. Les agences de recouvrement procèdent au recouvrement des créances dès qu'un client leur a confié cette mission. Peu leur importe que cette créance soit fondée ou non. Il en résulte malheureusement que les consommateurs sont soumis à des pressions telles que, ne sachant pas très bien quels sont leurs droits en la matière, ils se résignent finalement à payer. C'est ainsi qu'il peut même arriver que l'on réclame le paiement de produits qui n'ont même pas été commandés.

Le mode de fonctionnement des agences de recouvrement réduit également les chances de parvenir à un accord en matière de remboursement. Etant donné que ces agences perçoivent, à titre de rémunération, une commission sur les montants de la créance qu'elles ont récupérés, elles n'ont guère intérêt à conclure un accord prévoyant un sursis de paiement.

[...]

La présente proposition de loi vise à interdire l'utilisation, à l'encontre de consommateurs, de pratiques de nature commerciale en matière de recouvrement. Il s'avère en effet dans la pratique que l'instauration d'un code de bonne conduite ne donne guère de résultats. Il y a lieu, par ailleurs, de s'interroger quant à l'opportunité d'autoriser le recouvrement de créances contre rétribution en dehors de la voie judiciaire.

Les agences de recouvrement ne disposent en effet d'aucune compétence légale en la matière. Il n'est dès lors pas étonnant que leurs activités soient si souvent entachées d'illégalité » (*Doc. parl.*, Chambre, 1999-2000, DOC 50-0223/1, pp. 3 et 4).

Le législateur considéra à l'époque ne pas devoir rendre applicable l'ensemble du régime qu'il instituait aux avocats et huissiers de justice :

« [L'article 3] pose le principe selon lequel il est interdit de recouvrer contre rétribution les créances détenues sur un consommateur. L'interdiction ne concerne que les recouvrements qui s'effectuent contre rétribution. Elle n'empêche donc nullement une personne d'aider gratuitement des tiers se trouvant en difficultés financières à recouvrer des créances (par exemple, des créances alimentaires).

Une exception à cette interdiction doit évidemment aussi être prévue en faveur des avocats et des huissiers de justice, dans la mesure où le recouvrement de créances relève fondamentalement de leur mission. Cette exception est en outre justifiée par le fait que les membres de ces deux professions sont soumis à une déontologie et peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires; les pratiques illicites peuvent dès lors être sanctionnées » (*ibid.*, pp. 5 et 6).

B.4.4. Les travaux préparatoires de la loi attaquée indiquent que le législateur a entendu étendre le champ d'application de la loi du 20 décembre 2002 afin, d'une part, de mettre fin aux divergences d'interprétation relatives à l'interdiction prévue par l'article 5 de cette loi de demander au consommateur une quelconque indemnité, autre que celles prévues en cas de non-respect des obligations contractuelles et, d'autre part, d'éviter, dans le chef du consommateur, un risque de confusion entre recouvrement amiable et recouvrement judiciaire : la justification de l'amendement gouvernemental qui est à l'origine des dispositions attaquées indique en effet :

« Art. 31/1. La modification légale introduite permet de préciser que tant le 'recouvrement amiable 'que' l'activité de recouvrement amiable', tels que définis dans l'article 2 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur, sont d'application à tous les opérateurs actifs dans ce domaine, quel que soit leur statut professionnel (profession commerciale ou libérale).

Cela implique que le Chapitre IV de la loi du 20 décembre 2002 sera d'application aux avocats, officiers ministériels et mandataires de justice, à l'exception des articles 4 et 8 de ce chapitre puisqu'ils ne sont pas inscrits auprès du SPF Economie. C'est pour cette même raison que les articles 11 à 13 (chapitre 6) et 16 ne sont pas non plus d'application à ces acteurs. Les articles 9 et 10 doivent aussi être ajoutés aux exceptions en raison du fait qu'ils concernent une action en cessation régie par la loi du 14 juillet 1991 relatives aux pratiques de commerce, laquelle ne s'applique pas aux professions libérales.

Cette clarification met définitivement fin, en particulier, aux divergences d'interprétation liées à l'article 5, qui 'interdit de demander au consommateur une quelconque indemnité, autre que les montants convenus dans le contrat sous-jacent en cas de non-respect des obligations contractuelles'.

Désormais, cet article, entre autres, est, de manière incontestable, applicable à tous les acteurs du recouvrement amiable de dettes, en ce compris les avocats, officiers ministériels (entre autres les huissiers de justice) ou mandataires de justice.

En effet, il ne s'agit donc pas d'une mission légale prévue à l'article 516 du Code judiciaire, mais d'une activité extra légale et extra judiciaire dans le cadre de laquelle les huissiers de justice interviennent non pas en leur qualité d'officier ministériel et public, mais uniquement en tant que mandataire de leur client.

Cette mesure vise à rétablir une équité sociale et économique, d'une part en maîtrisant certaines pratiques et d'autre part, en garantissant à nouveau une concurrence loyale.

Art. 31/2. De nombreux consommateurs, et en particulier les consommateurs précarisés, ne font guère la différence entre recouvrement amiable et recouvrement judiciaire dès lors que le recouvrement amiable est effectué par un avocat ou un huissier de justice. Le papier à en-tête, le sigle, le langage utilisé et le statut de ces professions engendrent, chez les consommateurs, une confusion quant à ses droits et obligations. Une mention explicative et visible sur le courrier, précisant le caractère amiable de la démarche met un terme à cette confusion » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1788/4, pp. 2 et 3).

B.4.5. Contrairement à ce qu'affirment les parties requérantes dans l'affaire n° 4761, la loi attaquée n'étend pas le champ d'application de la loi du 20 décembre 2002 aux huissiers de justice et avocats puisque certaines des dispositions de celle-ci leur étaient déjà applicables. Il résulte en effet de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, que ceux-ci étaient déjà soumis aux interdictions établies par l'article 3 en matière de recouvrement amiable de dettes et, en ce qu'ils se réfèrent à cet article 3, à l'article 14 de la loi qui établit des sanctions civiles et à l'article 15 de la loi qui établit des sanctions pénales. Mais il est exact que la loi attaquée étend aux intéressés l'application de dispositions de la loi du 20 décembre 2002 qui ne leur étaient pas antérieurement applicables. Ils sont ainsi désormais soumis aux obligations inscrites aux articles 5, 6 et 7 de la loi du 20 décembre 2002 et dès lors aux sanctions civiles et pénales qui s'y attachent.

B.4.6. En adoptant les dispositions attaquées, le législateur est revenu en 2009 sur une option qu'il avait prise en 2002. Un tel changement de politique relève de son pouvoir d'appréciation et ne pourrait être tenu pour contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution par cela seul que le législateur abandonnerait certains objectifs pour en poursuivre d'autres. Les dispositions attaquées ne pourraient être tenues pour discriminatoires que si elles procédaient d'une appréciation manifestement déraisonnable.

B.4.7. S'il est vrai, comme l'indiquent les parties requérantes, que les travaux préparatoires se réfèrent régulièrement aux huissiers de justice (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1788/12, pp. 9 et 10; Sénat, 2008-2009, n° 4-1199/2, p. 9), ils indiquent cependant que sont visées les « professions juridiques en général, même si ce sont les huissiers qui sont principalement visés » (*Doc. parl.*, Sénat, *ibid.*). Il avait d'ailleurs déjà été observé au cours des travaux préparatoires de la loi du 20 décembre 2002 que les avocats « peuvent [...] exercer une forte pression morale sur le débiteur » (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1061/5, p. 4). En modifiant l'article 2 de cette loi, le législateur a pu considérer que les risques qu'emportaient les divergences d'interprétation évoquées en B.4.4 en ce qui concerne les indemnités demandées au consommateur devaient pouvoir être écartés quelle que soit la qualité des personnes procédant au recouvrement amiable de dettes et qu'il n'était à cet égard pas souhaitable de traiter de manière différente les avocats, d'une part, et les huissiers de justice et les agences de recouvrement de créances, de l'autre, alors que, nonobstant les différences qui existent entre eux et notamment entre les premiers et les seconds, tous ont en commun de pouvoir exercer le recouvrement amiable de dettes; la circonstance que cette activité soit exercée à titre principal ou à titre accessoire est à cet égard irrelevante. Le même souci de protection du consommateur se traduit par la mention désormais prescrite par l'article 6, § 2, 6°, de la loi du 20 décembre 2002. Les nouvelles dispositions s'inscrivent ainsi dans la ligne des objectifs poursuivis, dès l'origine, par cette loi puisqu'elles sont de nature à permettre de protéger la vie privée du débiteur, à préciser les frais qui peuvent lui être réclamés et à exercer un contrôle sur les personnes pratiquant le recouvrement amiable de dettes (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1061/5, p. 2).

Ce contrôle est, par ailleurs, adapté à la qualité de ces personnes, les articles 4, 8 à 13 et 16 n'étant pas applicables, notamment, aux avocats et huissiers de justice; quant aux prescriptions inscrites aux articles 5, 6 et 7, elles ne peuvent être tenues pour excessives. L'interdiction de percevoir une quelconque indemnité inscrite à l'article 5 correspond en effet à celle déjà inscrite à l'article 27bis de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation; l'obligation d'adresser une mise en demeure écrite inscrite à l'article 6 et d'y faire figurer les éléments que la loi prévoit, correspond tout à la fois à des exigences raisonnables et à ce qui doit être la pratique des avocats compte tenu des usages de la profession et de la déontologie; quant aux visites domiciliaires visées à l'article 7, elles ne s'inscrivent pas dans l'activité professionnelle de l'avocat.

S'il est vrai, enfin, que les règles de déontologie des avocats leur imposent des obligations pouvant avoir un effet analogue à celui recherché par les dispositions en cause, il reste que le législateur a pu considérer que ces règles ne suffisaient pas à leur imposer des interdictions correspondant à celles qui sont prévues par la loi de 2002 et dont peuvent se prévaloir les justiciables qu'elle entend protéger.

Les dispositions attaquées ne portent dès lors pas une atteinte discriminatoire aux droits des intéressés.

Elles ne portent pas davantage atteinte à l'obligation de *standstill* invoquée par les parties requérantes qui se réfèrent au droit à l'aide juridique garanti par l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution (troisième moyen dans l'affaire n° 4778; premier et deuxième moyens dans l'affaire n° 4779) puisque, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si les mesures attaquées réduisent ou non de manière sensible le niveau de protection existant, le souci de protéger le consommateur évoqué plus haut constitue un motif lié à l'intérêt général justifiant l'adoption des mesures attaquées.

La partie requérante dans l'affaire n° 4778 invoque encore, à cet égard, l'article 13 de la Constitution, mais n'expose pas en quoi cette disposition serait violée. Le moyen n'est pas recevable en ce qui la concerne.

B.4.8. Enfin, la partie requérante dans l'affaire n° 4779 (deuxième moyen) fait valoir que les obligations qui, par l'effet de la loi attaquée, s'imposent à l'avocat qui entame une procédure de recouvrement amiable contre un débiteur se trouvant dans un Etat membre de l'Union européenne violent les droits que l'avocat tire de l'article 49 du Traité CE (actuellement l'article 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)) en ce qui concerne la libre prestation des services.

B.4.9. Il résulte de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne que des restrictions à la libre prestation des services, qui découlent de mesures indistinctement applicables aux nationaux et aux ressortissants de l'Union européenne, peuvent être acceptées si elles sont justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général, si elles sont propres à garantir la réalisation de l'objectif qu'elles visent et si elles ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire pour l'atteindre. Il est requis, en outre, que les restrictions fondées sur de tels motifs et sur la nécessité de prévenir les troubles à l'ordre social soient propres à garantir la réalisation desdits objectifs (CJCE, 21 octobre 1999, C-67/98, *Zenatti*; 24 mars 1992, C-275/92, *Schindler*; 21 septembre 1999, C-124/97, *Läämä*; 11 septembre 2003, C-6/01, *Anomar*).

Compte tenu des éléments figurant en B.4.4 et en B.4.7, la mesure attaquée est raisonnablement justifiée au regard de ces exigences, de sorte qu'aucune atteinte discriminatoire n'est portée aux droits que les intéressés tirent de l'article 56 du TFUE.

B.4.10. Dans son mémoire en réponse, l'« Orde van Vlaamse balies » indique que s'il existe un doute concernant la conformité au droit de l'Union européenne des restrictions dénoncées par le moyen, la Cour de justice de l'Union européenne doit être interrogée sur l'interprétation de l'article 49 lu en combinaison avec l'article 46 du Traité CE (actuellement les articles 56 et 52 du TFUE); il met en cause, à cet égard, le caractère effectivement et concrètement nécessaire de la mesure attaquée pour atteindre l'objectif de protection du consommateur poursuivi par le législateur.

B.4.11. L'article 267 du TFUE dispose :

« La Cour de justice de l'Union européenne est compétente pour statuer, à titre préjudiciel :

- a) sur l'interprétation des traités,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions, organes ou organismes de l'Union.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des Etats membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour.

Si une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale concernant une personne détenue, la Cour statue dans les plus brefs délais ».

B.4.12. L'obligation inscrite au troisième alinéa de cette disposition ne s'applique pas, dans les cas où n'est en cause que l'interprétation d'une norme de l'Union européenne, si cette juridiction nationale « [a] constaté que la question soulevée n'est pas pertinente ou que la disposition communautaire en cause a déjà fait l'objet d'une interprétation de la part de la Cour ou que l'application correcte du droit communautaire s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable » (CJCE, 6 octobre 1982, C-283/81, *CILFIT*, point 21).

B.4.13. Comme la Cour l'a constaté en B.4.9, les mesures attaquées sont justifiées au regard des exigences auxquelles la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne subordonne l'acceptation de restrictions à la libre prestation de services. La question ne doit pas être posée.

B.4.14. Sous réserve de l'examen, qui sera effectué plus loin, des arguments que la partie requérante dans l'affaire n° 4779 formule dans son premier moyen en ce qui concerne le régime de sanctions, le premier moyen dans les affaires n°s 4761, 4778 et 4779, le troisième moyen dans l'affaire n° 4778 et le deuxième moyen dans l'affaire n° 4779 ne sont pas fondés.

En ce qui concerne le régime des sanctions

B.5.1. La loi du 20 décembre 2002 est assortie de sanctions civiles (article 14) et de sanctions pénales (article 15) :

« Art. 14. Sauf en cas d'erreur manifeste qui ne porte pas préjudice aux droits du consommateur, tout paiement obtenu en contradiction aux dispositions des articles 3, 4, 6 et 7, est considéré comme valablement fait par le consommateur à l'égard du créancier mais doit être remboursé au consommateur par la personne qui exerce l'activité de recouvrement amiable de dettes.

Si le recouvrement d'une créance concerne un montant totalement ou partiellement indu, notamment par application de l'article 5, celui qui reçoit le paiement est tenu de le rembourser au consommateur, majoré des intérêts moratoires à partir du jour du paiement.

Art. 15. § 1^{er}. Sont punis d'une amende de 26 à 50.000 EUR :

1° ceux qui contreviennent aux dispositions des articles 3 à 8;

2° ceux qui ne se conforment pas à ce que dispose un jugement ou un arrêt rendu suite à une action en cessation visée à l'article 9;

3° ceux qui, volontairement, empêchent ou entravent l'exécution de la mission des personnes mentionnées à l'article 11 en vue de rechercher et constater les infractions aux dispositions de la présente loi.

Sans préjudice de l'application des règles ordinaires concernant la récidive, cette peine est doublée si l'infraction est commise dans les cinq ans d'une condamnation coulée de force de chose jugée prononcée du chef de l'une des infractions prévues par le présent article.

§ 2. En cas de condamnation, la confiscation spéciale visée à l'article 42, 3°, du Code pénal sera toujours prononcée.

§ 3. Les dispositions du Livre I^{er}, y compris celles du chapitre VII et l'article 85, du Code pénal sont applicables aux infractions visées au présent article ».

B.5.2. Ce régime est critiqué par les parties requérantes au regard, tantôt du principe d'égalité et de non-discrimination (second moyen dans l'affaire n° 4761 à propos des sanctions civiles et des sanctions pénales; deuxième moyen dans l'affaire n° 4778 à propos des sanctions civiles; premier moyen, *partim*, dans l'affaire n° 4779 à propos des sanctions civiles et des sanctions pénales), tantôt du principe de légalité en matière pénale (troisième et quatrième moyens dans l'affaire n° 4779 à propos des sanctions civiles et des sanctions pénales), tantôt de l'un et l'autre (cinquième moyen dans l'affaire n° 4779 à propos des sanctions civiles).

B.5.3. Les moyens ne sont recevables que dans la mesure où ils portent sur les sanctions civiles ou pénales qui répriment une atteinte aux dispositions des articles 5, 6 et 7 de la loi du 20 décembre 2002, ces dispositions étant, par l'effet de l'article 38 de la loi attaquée, rendues applicables aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction.

En revanche, l'article 3 de la loi de 2002 leur était déjà applicable - ainsi que les sanctions dont il est assorti en vertu des articles 14 et 15 - au titre du « recouvrement amiable de dettes » visé par cette disposition et défini à l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi, de sorte que les requêtes, en ce qu'elles portent sur l'extension de l'applicabilité aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction, des articles 14 et 15 de la loi pour des sanctions réprimant une atteinte à l'article 3 de celle-ci, ne satisfont pas à l'exigence de délai inscrite à l'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle. Quant aux articles 4, 8, 9 et 11 de la loi du 20 décembre 2002, ils ne sont pas applicables à ces personnes en vertu de l'article 38, 2°, de la loi attaquée, remplaçant l'article 2, § 2, de la loi de 2002.

B.5.4. L'examen de la Cour distingue les sanctions civiles des sanctions pénales.

Sanctions civiles (article 14)

B.6.1. Les parties requérantes dans les affaires n°s 4761 (second moyen) et 4778 (deuxième moyen) font valoir que les dispositions attaquées violent les articles 10, 11 et 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution combinés ou non avec la liberté du commerce et de l'industrie consacré par l'article 7 du décret des 2 et 17 mars 1791 portant suppression de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes, et établissement de patentes (décret d'Allarde) et, dans l'affaire n° 4761, avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme en ce qu'elles aboutiraient à permettre que soient infligées aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice qui ne se conformeraient pas dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction aux obligations qui leur sont imposées par la loi du 20 décembre 2002 des sanctions civiles qui, en s'appliquant quelle que soit la nature de l'obligation méconnue par le contrevenant et la gravité du manquement, constitueraient une restriction disproportionnée à l'exercice d'une activité professionnelle et au droit au respect des biens.

Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen invoqué par les parties requérantes dans l'affaire n° 4761 n'est pas obscur dès lors qu'il se réfère aux sanctions inscrites à l'article 14 de la loi du 20 décembre 2002 et à l'effet que celles-ci auraient, selon ces parties, sur leur activité professionnelle.

B.6.2. Le libre choix d'une activité professionnelle garanti par l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution peut faire l'objet de restrictions, à condition que celles-ci soient objectivement et raisonnablement justifiées et qu'elles ne soient pas disproportionnées par rapport à l'objectif poursuivi. Quant à la liberté de commerce et d'industrie, elle ne fait pas obstacle à ce que la loi règle l'activité économique des personnes et des entreprises; elle ne serait violée que si elle était limitée sans nécessité et de manière manifestement disproportionnée au but poursuivi. Enfin, l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme permet aux Etats parties de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général.

B.6.3. Le régime des sanctions civiles rendu applicable aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction dans les limites indiquées en B.5.3 par l'effet des dispositions attaquées aboutit à ce que les intéressés soient tenus de rembourser aux consommateurs le montant du paiement obtenu en violation des obligations imposées aux premiers par les articles 5, 6 et 7 de la loi du 20 décembre 2002. Au contraire des dispositions de l'article 3 - déjà antérieurement applicables aux intéressés - qui permettent de protéger le consommateur contre les atteintes à sa vie privée ou à sa dignité humaine et d'éviter de l'induire en erreur, celles contenues dans les articles 6 et 7 ont trait, pour partie, à des prescriptions à caractère administratif vis-à-vis desquelles la sanction civile en cause constitue une mesure qui porte une atteinte excessive aux droits garantis par les dispositions invoquées par le moyen et en particulier au respect des biens garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme en raison de son caractère absolu et forfaitaire ainsi que de l'effet qu'elle peut avoir sur la situation financière de la personne à laquelle elle est infligée.

Le même reproche peut être adressé à la sanction prévue, en cas de violation de l'article 5, par l'article 14, alinéa 2, en ce qu'elle excède celle prévue en cas de violation de l'article 3, § 2, quatrième tiret (qui prohibe déjà « l'encasement de montants non prévus ou non légalement autorisés » et est visé par l'article 14, alinéa 1^{er}) et en ce que l'application du mécanisme de la restitution de l'indu, inscrite à l'article 1376 du Code civil, permet d'atteindre le même résultat.

B.6.4. En ce qu'ils portent sur l'application aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction des sanctions civiles prévues, dans les limites indiquées en B.5.3, par l'article 14 de la loi du 20 décembre 2002, les moyens sont fondés.

Sanctions pénales (article 15)

B.7.1. La partie requérante dans l'affaire n° 4779 critique le caractère vague et général du libellé des prescriptions des articles 3 et 6 de la loi du 20 décembre 2002 et ce tant au regard des principes d'égalité et de non-discrimination (premier moyen) qu'au regard du principe de légalité en matière pénale (troisième et quatrième moyens limités à l'article 3). L'imprécision de ces dispositions permettrait au juge d'apprécier la manière de défendre les intérêts du créancier d'une façon différente de celle que l'avocat aura cru devoir retenir.

B.7.2. Le principe de légalité en matière pénale procède de l'idée que la loi pénale doit être formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable. Il exige que le législateur indique, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels faits sont sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop grand pouvoir d'appréciation.

Toutefois, le principe de légalité en matière pénale n'empêche pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge. Il faut en effet tenir compte du caractère de généralité des lois, de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent et de l'évolution des comportements qu'elles répriment.

La condition qu'une infraction doit être clairement définie par la loi se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé de la disposition pertinente et, au besoin, à l'aide de son interprétation par les juridictions, quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale.

Ce n'est qu'en examinant une disposition pénale spécifique qu'il est possible, en tenant compte des éléments propres aux infractions qu'elle entend réprimer, de déterminer si les termes généraux utilisés par le législateur sont à ce point vagues qu'ils méconnaîtraient le principe de légalité en matière pénale.

B.7.3. La partie requérante met en cause l'article 3, § 1^{er} et § 2, 3e, 4e, 6e, 8e et 9e tirets, et l'article 6 de la loi du 20 décembre 2002. L'article 3 n'est pas pris en considération, pour les motifs indiqués en B.5.3.

B.7.4. Aucun des concepts ou notions mentionnés dans l'article 6 de la loi du 20 décembre 2002 - cité en B.3.2 - ne sont de nature à empêcher le justiciable de déterminer quels actes et omissions engagent sa responsabilité pénale.

B.7.5. Dans son second moyen, la partie requérante dans l'affaire n° 4761 adresse aux sanctions pénales les mêmes critiques tirées de violations de la liberté du commerce et de l'industrie et du droit de propriété que celles qu'elle a adressées aux sanctions civiles prévues à l'article 14 de la loi du 20 décembre 2002.

Dès lors que les sanctions pénales visent à garantir le respect des obligations qui sont imposées aux intéressés en vue d'atteindre l'objectif poursuivi par la loi et que le paiement effectué par le consommateur n'aurait en effet, par hypothèse, pas dû l'être, l'article 15 s'inscrit dans les limites fixées aux droits et libertés invoqués par les parties requérantes, telles qu'elles ont été indiquées en B.6.2. La critique des parties requérantes est d'autant moins fondée que la loi permet au juge de fixer le montant de l'amende entre le minimum et le maximum qu'elle détermine et lui permet de faire application des dispositions du livre 1er du Code pénal, y compris celles du chapitre VII et de l'article 85 relatif aux circonstances atténuantes.

B.7.6. En ce qu'ils portent sur l'application des sanctions pénales prévues à l'article 15 de la loi du 20 décembre 2002, les moyens ne sont pas fondés.

En ce qui concerne l'emploi des langues

B.8.1. La partie requérante dans l'affaire n° 4779 (cinquième moyen) soutient que l'article 39 de la loi attaquée viole l'article 30 de la Constitution en ce qu'il complète l'article 6, § 2, de la loi du 20 décembre 2002 d'un 6° prévoyant les termes d'une mention devant figurer dans le texte de la mise en demeure visée à l'article 6. Selon la partie requérante, il ne pourrait être satisfait à cette prescription que si le texte en cause contient l'indication figurant dans la loi et est donc rédigé dans la langue de celle-ci.

B.8.2. L'article 30 de la Constitution dispose :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ».

B.8.3. La partie requérante se méprend sur la portée de la disposition attaquée, qui se borne à exiger la reproduction dans une des langues nationales de la mention prescrite par l'article 6, § 2, 6°, et n'interdit nullement que ladite mention soit traduite dans d'autres langues.

B.8.4. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 38, 2°, de la loi du 27 mars 2009 de relance économique en ce qu'il rend applicable aux avocats, aux officiers ministériels ou aux mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction, le régime des sanctions civiles qui sont visées à l'article 14 de la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur et qui répriment une atteinte aux dispositions des articles 5, 6 et 7 de cette loi;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 16 septembre 2010.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

M. Melchior

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2010 — 3877

[2010/204946]

Uittreksel uit arrest nr. 99/2010 van 16 september 2010

Rolnummers : 4761, 4778 en 4779

In zake : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 38 en 39 van de Economische Herstelwet van 27 maart 2009 en van de artikelen 14 en 15 van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, ingesteld door Daniela Coco en anderen, de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en de Orde van Vlaamse balies.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey en P. Nihoul, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 augustus 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 augustus 2009, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 38 en 39 van de Economische Herstelwet van 27 maart 2009 en van de artikelen 14 en 15 van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 april 2009 en 29 januari 2003, tweede editie), door Daniela Coco, wonende te 1030 Brussel, Saffierstraat 28, Armand Broder, wonende te 1000 Brussel, Koningsgalerij 18, Marc Snoeck, wonende te 1050 Brussel, Klauwaartsaan 15, Michel Forges, wonende te 1200 Brussel, Tiendagwandlaan 85, Philippe Marcus Helmons, wonende te 1030 Brussel, Azalealaan 20, Daniel D'Ath, wonende te 1180 Brussel, Mariannestraat 4, Walter De Brakeleer, wonende te 1950 Kraainem, Baron Albert d'Huartlaan 254, Colette Fraiteur, wonende te 1180 Brussel, d'Orbaixlaan 18, François Van de Mensbrugge, wonende te 1050 Brussel, Mauricelaan 27, en Nathalie Penning, wonende te 1652 Alsemberg, Dikkemeerweg 172.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 oktober 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 oktober 2009, heeft de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », met zetel te 1050 Brussel, Gulden-Vlieslaan 65, beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 38 en 39 van de Economische Herstelwet van 27 maart 2009 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 april 2009).

c. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 oktober 2009 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 oktober 2009, heeft de Orde van Vlaamse balies, met zetel te 1000 Brussel, Koningsstraat 148, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 38 en 39 van dezelfde wet.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4761, 4778 en 4779 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van het onderwerp van de beroepen

B.1.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 4761 vorderen de vernietiging van de artikelen 38 en 39 van de Economische Herstelwet van 27 maart 2009, die de artikelen 2, §§ 1 en 2, en 6, § 2, van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument wijzigen, alsook de vernietiging van de artikelen 14 en 15 van die laatste wet.

B.1.2. De artikelen 14 en 15 van de wet van 20 december 2002 hebben, ingevolge de bestreden bepalingen, een ruimer toepassingsgebied dan vóór de inwerkingtreding van de wet van 27 maart 2009. Zij werden evenwel niet bij die wet gewijzigd. Het beroep is niet ontvankelijk met betrekking tot die artikelen, aangezien het niet is ingesteld binnen de bij artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof voorgeschreven termijn van zes maanden, die een aanvang nam op 29 januari 2003, datum waarop de wet van 20 december 2002 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Het staat evenwel aan het Hof om, in voorkomend geval, rekening te houden met de regels waarin zij voorzien teneinde de draagwijdte en de gevolgen van de bepalingen die op rechtsgeldige wijze aan zijn toetsing worden onderworpen, te beoordelen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

B.2.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep dat door bepaalde verzoekende partijen in de zaak nr. 4761 is ingesteld, aangezien de enen hun activiteit in de vorm van een bvba verrichten zonder de beslissing van het bevoegde orgaan met betrekking tot het instellen van het beroep te hebben voorgelegd, en aangezien de anderen niet hebben aangegeven of zij hun activiteit van advocaat uitoefenden als natuurlijke persoon of als rechtspersoon, in welk geval een beslissing van het bevoegde orgaan eveneens zou moeten worden voorgelegd.

B.2.2. Aangezien de verzoekende partijen hun hoedanigheid van advocaat aanvoeren en aantonen om te doen blijken van hun belang om in rechte te treden, is de wijze waarop zij hun beroepsactiviteit uitoefenen, rekening houdend met het onderwerp van het beroep tot vernietiging, van geen belang en is het niet noodzakelijk om na te gaan of zij die beroepsactiviteit in de vorm van een bvba uitoefenen dan wel of het bevoegde orgaan van de bvba heeft besloten om het beroep tot vernietiging in te stellen.

B.2.3. De Ministerraad vraagt zich af of het in de zaak nr. 4779 ingediende verzoekschrift ontvankelijk is in zoverre het door een andere persoon dan de raadsman van de verzoekende partij is ondertekend.

B.2.4. Uit de elementen die het Hof vermag in aanmerking te nemen, blijkt dat de persoon die het verzoekschrift tot vernietiging heeft ondertekend, advocaat is en medewerker van het advocatenkantoor waarvan de raadsman van de verzoekende partij deel uitmaakt. Die handtekening is niet van dien aard dat zij het mogelijk maakt te oordelen dat het verzoekschrift niet aan de bij artikel 5 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vastgestelde vereisten zou beantwoorden.

Ten gronde

B.3.1. De artikelen 38 en 39 van de wet van 27 maart 2009 bepalen :

« Art. 38. In artikel 2 van de wet van 20 december 2002 met betrekking tot de minnelijke invordering van schulden van de consument, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, 2°, worden de woorden 'met uitzondering van de minnelijke invordering van schulden gedaan door een advocaat of een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitoefening van zijn beroep of ambt' geschrapt;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

'§ 2. De artikelen 4, 8 tot 13 en 16 zijn niet van toepassing op de minnelijke invordering van schulden gedaan door een advocaat of een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitoefening van zijn beroep of ambt.'

Art. 39. Artikel 6, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met een bepaling onder 6°, luidende :

‘6° ingeval de invordering gebeurt door een advocaat, een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijke mandataris wordt volgende tekst in een afzonderlijke alinea toegevoegd, in het vet gedrukt en in een ander lettertype :

“Deze brief betreft een minnelijke invordering en geen gerechtelijke invordering (dagvaarding voor de rechtbank of beslag).” ».

B.3.2. De aldus gewijzigde artikelen 2 en 6 van de voormelde wet van 20 december 2002 bepalen voortaan :

« Art. 2. § 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° minnelijke invordering van schulden : iedere handeling of praktijk die tot doel heeft de schuldenaar ertoe aan te zetten een onbetaalde schuld te betalen, buiten iedere invordering op grond van een uitvoerbare titel om;

2° activiteit van minnelijke invordering van schulden : de, zelfs bijkomstige, beroepsactiviteit van iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon, die bestaat in het minnelijk invorderen van onbetaalde schulden voor andermans rekening zonder te hebben bijgedragen tot het sluiten van de onderliggende overeenkomst, dan wel het minnelijk invorderen van tegen betaling overgenomen schulden;

3° consument : elke natuurlijke persoon die schulden heeft die vreemd zijn aan zijn handels-, beroeps- of ambachtelijke activiteit;

4° onderliggende overeenkomst : de overeenkomst die tot het ontstaan van de schuldvordering op de consument leidde.

§ 2. De artikelen 4, 8 tot 13 en 16 zijn niet van toepassing op de minnelijke invordering van schulden gedaan door een advocaat of een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijk mandataris in de uitoefening van zijn beroep of ambt.

§ 3. Deze wet is van toepassing op de minnelijke invordering van schulden en op de activiteit van minnelijke invordering van schulden van de consument ».

« Art. 6. § 1. Elke minnelijke invordering van een schuld dient te starten met een schriftelijke ingebrekestelling gericht aan de consument.

Deze ingebrekestelling dient op een volledige en ondubbelzinnige wijze alle gegevens omtrent de schuldvordering te omvatten. Zij dient minstens de gegevens, opgesomd in § 2, te bevatten, en er kan maar tot andere invorderingstechnieken worden overgegaan na afloop van de in § 3 vastgestelde termijn.

§ 2. In deze ingebrekestelling komen minstens de volgende gegevens voor :

1° de identiteit, het adres, het telefoonnummer en de hoedanigheid van de oorspronkelijke schuldeiser;

2° de naam of benaming, het adres en, desgevallend, het ondernemingsnummer van de persoon die tot minnelijke invordering overgaat evenals de gegevens van het bevoegd toezichthoudend bestuur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand & Energie;

3° een duidelijke beschrijving van de verplichting die de schuld heeft doen ontstaan;

4° een duidelijke beschrijving en verantwoording van de bedragen die van de schuldenaar geëist worden, met inbegrip van de geëiste schadevergoedingen en nalatighedsinteressen;

5° de vermelding dat, bij afwezigheid van reactie van de schuldenaar binnen de in § 3 gestelde termijn, de schuldenaar tot andere maatregelen tot invordering kan overgaan;

6° ingeval de invordering gebeurt door een advocaat, een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijke mandataris wordt volgende tekst in een afzonderlijke alinea toegevoegd, in het vet gedrukt en in een ander lettertype :

‘Deze brief betreft een minnelijke invordering en geen gerechtelijke invordering (dagvaarding voor de rechtbank of beslag).’.

§ 3. De ingebrekestelling vermeldt een termijn waarbinnen de schuldenaar aan de vordering kan voldoen zonder dat er bijkomende maatregelen ter invordering mogen worden genomen. Deze termijn bedraagt ten minste vijftien dagen, en vangt aan op de datum waarop de schriftelijke aanmaning wordt opgestuurd ».

Met betrekking tot de categorieën van personen op wie de wet van toepassing is

B.4.1. De verzoekende partijen doen gelden dat de bestreden bepalingen, door de wet van 20 december 2002 op de advocaten van toepassing te maken, een gelijkheid van behandeling teweegbrengen die in strijd is met de artikelen 10 en 11, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, tussen de advocaten, enerzijds, en de gerechtsdeurwaarders en de incassobureaus, anderzijds, terwijl beiden zich in verschillende situaties bevinden (eerste middel in de zaken nrs. 4761, 4778 en 4779).

Zij voeren aan dat de redenen waarom de incassobureaus in 2002 en de gerechtsdeurwaarders in 2009 aan de wet van 20 december 2002 zijn onderworpen, niet volstaan om te verantwoorden dat de advocaten eveneens eraan zouden worden onderworpen : de wetgever heeft immers een einde willen maken aan misbruiken die voortvloeien uit gedragingen van belaging, door de betrokkenen, waarvan de schuldenaars het slachtoffer konden zijn, uit de kosten van minnelijke invordering die de gerechtsdeurwaarders zouden aanrekenen terwijl de incassobureaus niet daartoe waren gemachtigd en uit de verwarring die kan toeslaan bij de schuldenaars die, wanneer ze met een gerechtsdeurwaarder worden geconfronteerd, zouden kunnen denken dat het om de tenuitvoerlegging van een vonnis en niet om een minnelijke invordering gaat, terwijl geen van die elementen naar voren wordt gebracht om aan te tonen dat dergelijke misbruiken zouden zijn vastgesteld met betrekking tot de advocaten. De laatstgenoemden versturen trouwens geen gerechtelijke aanmaningen en innen geen invorderingskosten voor de minnelijke aanmaningen die zij versturen.

B.4.2. De wet van 20 december 2002 regelt de handelingen of praktijken die tot doel hebben de schuldenaar ertoe aan te zetten een onbetaalde schuld te betalen, buiten iedere invordering op grond van een uitvoerbare titel om; zij heeft betrekking op de, zelfs bijkomstige, beroepsactiviteit van een natuurlijke persoon of rechtspersoon, die bestaat in het minnelijk invorderen, voor andermans rekening, van onbetaalde schulden van een consument-natuurlijke persoon (artikel 2). Zij verbiedt iedere gedraging of praktijk die het privéleven van de consument schendt of hem kan misleiden, alsook iedere gedraging of praktijk die een inbreuk maakt op zijn menselijke waardigheid (artikel 3). Zij verbiedt eveneens om enige andere vergoeding te vragen dan de overeengekomen bedragen in de overeenkomst die aan de oorsprong van de schuld ligt, in geval van niet-naleving van de contractuele verbintenissen (artikel 5). Zij legt een schriftelijke ingebrekestelling op waarvan zij de inhoud vaststelt (artikel 6) en voorziet in burgerrechtelijke (artikel 14), strafrechtelijke (artikel 15) en administratieve sancties (artikel 16), waarbij die laatste sancties evenwel enkel betrekking hebben op andere personen dan de advocaat, de ministeriële ambtenaar of de gerechtelijke mandataris in de uitoefening van zijn beroep of zijn ambt (artikel 2, § 2), die aan bepalingen zijn onderworpen die specifiek voor hen gelden en die met name verband houden met de verplichting om voorafgaandelijk bij het ministerie van Economische Zaken te zijn ingeschreven (artikelen 4 en 8 tot 13).

B.4.3. In de parlementaire voorbereiding van de wet van 20 december 2002 wordt aangegeven dat de wetgever wilde reageren op klachten die waren geformuleerd tegen incassobureaus waarop de ondernemingen en leveranciers vaak een beroep doen.

« Incassobureaus treden veelal op door middel van dreigbrieven en -telefoons. De driestheid van hun optreden leidt maar al te vaak tot manifeste intimidatiepraktijken. Een veel voorkomende klacht betreft het dreigen met invorderingsmaatregelen waartoe zij geen enkele bevoegdheid hebben, zoals de inbeslagneming van de goederen van de schuldenaar. Soms proberen incassobureaus ook de betaling van de invorderingskosten door de schuldenaar te verkrijgen, ook al wordt dit door de wet verboden.

De praktijk van de invordering van schulden tegen betaling is zeer betwistbaar. Incassobureaus gaan over tot de invordering van schulden zodra zij daartoe van een klant opdracht hebben gekregen. De vraag of de schuld wel enige grondslag heeft, komt daarbij niet aan de orde. Het nefaste gevolg daarvan is dat consumenten zodanig onder druk worden gezet dat zij, onzeker over de rechten die zij kunnen doen gelden, uiteindelijk tot betaling overgaan. Zo komt het zelfs voor dat betaling wordt geëist van producten die niet eens werden besteld.

De werking van de incassobureaus vermindert ook de kansen dat een afbetalingsregeling tot stand komt. Aangezien incassobureaus doorgaans worden vergoed met een commissie op basis van de gerecupereerde bedragen van de schuldvordering, hebben zij weinig belang bij een akkoord omtrent een betalingsuitstel.

[...]

Dit wetsvoorstel strekt ertoe de commerciële invorderingspraktijken tegen consumenten te verbieden. De praktijk wijst immers uit dat het opleggen van gedragsregels weinig of geen resultaten met zich brengt. Verder dient men zich vragen te stellen over de opportuniteit van invorderingsactiviteiten tegen betaling buiten de gewone gerechtelijke weg. De incassobureaus beschikken immers over geen enkele door de wet toegekende bevoegdheid. Het hoeft dan ook niet te verwonderen dat hun activiteiten zo vaak tot onwettige praktijken leiden » (*Parl. St.*, Kamer, 1999-2000, DOC 50-0223/001, pp. 3 en 4).

De wetgever was destijds van oordeel dat hij de gehele regeling die hij invoerde, niet op de advocaten en gerechtsdeurwaarders van toepassing diende te maken :

« [Artikel 3] vestigt het principe dat de invordering van schulden van een consument tegen betaling verboden is. Het verbod heeft enkel betrekking op schuldinvorderingen die tegen betaling geschieden. Het verhindert dus geenszins dat aan personen die zich in financiële moeilijkheden bevinden, kosteloos hulp wordt verleend bij de recuperatie van schuldvorderingen (bijvoorbeeld onderhoudsvorderingen).

Uiteraard dient ook een uitzondering te worden gemaakt voor advocaten en gerechtsdeurwaarders. De schuldinvordering maakt immers deel uit van de essentie van hun opdracht. De uitzondering is bovendien verantwoord omdat beide beroepsgroepen aan een deontologie zijn onderworpen en de mogelijkheid van tuchtmaatregelen bestaat; wanpraktijken kunnen dus worden aangepakt » (*ibid.*, pp. 5 en 6).

B.4.4. In de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet wordt aangegeven dat de wetgever het toepassingsgebied van de wet van 20 december 2002 heeft willen uitbreiden teneinde, enerzijds, een einde te maken aan de uiteenlopende interpretaties over het in artikel 5 van die wet bedoelde verbod om aan de consument enige andere vergoeding te vragen dan die waarin is voorzien in geval van niet-naleving van de contractuele verbintenissen en, anderzijds, bij de consument een risico van verwarring tussen een minnelijke invordering en een gerechtelijke invordering te vermijden : in de verantwoording van het amendement van de Regering dat aan de oorsprong van de bestreden bepalingen ligt, wordt immers aangegeven :

« Artikel 31/1. Dit amendement geeft nauwkeuriger weer dat zowel de 'minnelijke invordering van schulden' als 'de activiteit van minnelijke invordering van schulden', zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, van toepassing zijn op alle spelers die werkzaam zijn op dat vlak, ongeacht hun beroepsstatuut (handelsberoep of vrij beroep).

Hieruit volgt dat hoofdstuk IV van de wet van 20 december 2002 van toepassing zal zijn op advocaten, ministeriële ambtenaren en gerechtelijke mandatarissen, met uitzondering van artikelen 4 en 8 van dat hoofdstuk omdat ze niet zijn ingeschreven bij de FOD Economie. Om dezelfde reden zijn ook de artikelen 11 tot 13 (hoofdstuk 6) en 16 niet van toepassing op hen. Ook de artikelen 9 en 10 moeten bij de uitzonderingen worden toegevoegd omwille van het feit dat het hier gaat over een vordering tot staken overeenkomstig met de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken, die niet van toepassing is op vrije beroepen.

Deze verduidelijking stelt definitief, en in het bijzonder, een einde aan de uiteenlopende interpretaties van artikel 5, dat 'verbiedt aan de consument enige vergoeding te vragen, anders dan de overeengekomen bedragen in de onderliggende overeenkomst in geval van niet-naleving van de contractuele verbintenissen'.

Voortaan is ondermeer dit artikel, op onbetwistbare wijze, van toepassing [op] iedereen die een minnelijke invordering van schulden doet, inbegrepen de advocaten, de ministeriële ambtenaren (onder andere de gerechtsdeurwaarders) of de gerechtelijke mandatarissen.

Indedaad, het gaat niet om een wettelijke opdracht bepaald in artikel 516 van het Gerechtelijk Wetboek, maar over een buitengewone en buitengewone procedure in het kader van dewelke de gerechtsdeurwaarders niet optreden in hun ambt van ministerieel en openbaar ambtenaar, maar alleen als mandataris van hun cliënt.

Deze maatregel stelt zich tot doel om het maatschappelijke en economische evenwicht te herstellen, enerzijds door bepaalde praktijken te beteugelen en anderzijds door het opnieuw garanderen van eerlijke concurrentie.

Art. 31/2. Veel consumenten, en in het bijzonder de zwaksten, maken zelden het onderscheid tussen minnelijke invordering en gerechtelijke invordering zodra de minnelijke invordering wordt uitgevoerd door een advocaat of een gerechtsdeurwaarder. Het briefhoofd, het zegel, de gehanteerde taal en het statuut van deze beroepen zorgt ervoor dat er bij de consumenten verwarring ontstaat met betrekking tot zijn rechten en plichten. Een verklarende en zichtbare vermelding op de briefwisseling, die wijst op het minnelijke karakter van deze handeling maakt een einde aan deze verwarring » (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1788/004, pp. 2 en 3).

B.4.5. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen in de zaak nr. 4761 beweren, breidt de bestreden wet het toepassingsgebied van de wet van 20 december 2002 niet uit tot de gerechtsdeurwaarders en de advocaten aangezien sommige bepalingen ervan reeds op hen van toepassing waren. Uit artikel 2, § 1, 1^o, vloeit immers voort dat zij reeds aan de bij artikel 3 vastgestelde verbodsbepalingen inzake minnelijke invordering van schulden waren onderworpen en, in zoverre zij verwijzen naar dat artikel 3, aan artikel 14 van de wet dat burgerrechtelijke sancties vaststelt en aan artikel 15 van de wet dat strafrechtelijke sancties vaststelt. Het is evenwel juist dat de bestreden wet de toepassing van bepalingen van de wet van 20 december 2002 die eerder niet op de betrokkenen van toepassing waren, tot hen uitbreidt. Aldus worden zij voortaan onderworpen aan de in de artikelen 5, 6 en 7 van de wet van 20 december 2002 vervatte verplichtingen en derhalve aan de burgerrechtelijke en strafrechtelijke sancties die daaraan zijn verbonden.

B.4.6. Door de bestreden bepalingen aan te nemen, is de wetgever in 2009 teruggekomen op een keuze die hij in 2002 had gemaakt. Een dergelijke beleidswijziging behoort tot zijn beoordelingsbevoegdheid en zou niet in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet kunnen worden geacht door het loutere feit dat de wetgever bepaalde doelstellingen zou laten varen om er andere na te streven. De bestreden bepalingen zouden enkel discriminerend kunnen worden bevonden indien zij op een kennelijk onredelijke beoordeling zouden berusten.

B.4.7. Hoewel het juist is, zoals de verzoekende partijen aangeven, dat in de parlementaire voorbereiding regelmatig wordt verwezen naar de gerechtsdeurwaarders (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1788/012, pp. 9 en 10; Senaat, 2008-2009, nr. 4-1199/2, p. 9), wordt daarin evenwel aangegeven dat de « juridische beroepen in het algemeen » worden beoogd, « hoewel vooral gerechtsdeurwaarders bedoeld worden » (*Parl. St.*, Senaat, *ibid.*). Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 20 december 2002 was trouwens reeds opgemerkt dat de advocaten « grote morele dwang [kunnen] uitoefenen op de schuldenaar » (*Parl. St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1061/5, p. 4). Door artikel 2 van die wet te wijzigen, vermocht de wetgever te oordelen dat de risico's die de in B.4.4 vermelde uiteenlopende interpretaties met zich meebrachten met betrekking tot de aan de consument gevraagde vergoedingen, moesten kunnen worden geweerd ongeacht de hoedanigheid van de personen die de minnelijke invordering van schulden verrichten, en dat het in dat verband niet wenselijk was om de advocaten, enerzijds, en de gerechtsdeurwaarders en de incassobureaus, anderzijds, verschillend te behandelen terwijl zij, niettegenstaande de verschillen die tussen hen en met name tussen de eerstgenoemden en de gerechtsdeurwaarders bestaan, allen gemeen hebben dat zij de minnelijke invordering van schulden kunnen verrichten; de omstandigheid dat die activiteit in hoofdzaak of in bijkomende orde wordt verricht, is in dat verband irrelevant. Dezelfde bekommernis van consumentenbescherming uit zich in de voortaan bij artikel 6, § 2, 6°, van de wet van 20 december 2002 voorgeschreven vermelding. De nieuwe bepalingen liggen aldus in de lijn van de doelstellingen die, vanaf het begin, bij die wet werden nagestreefd, aangezien zij het mogelijk kunnen maken om de privacy van de schuldenaar te beschermen, om de kosten te verduidelijken die van hem kunnen worden geëist en om toezicht uit te oefenen op de personen die de minnelijke invordering van schulden verrichten (*Parl. St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1061/5, p. 2).

Dat toezicht is overigens aangepast aan de hoedanigheid van die personen, aangezien de artikelen 4, 8 tot 13 en 16 met name niet van toepassing zijn op de advocaten en de gerechtsdeurwaarders; de in de artikelen 5, 6 en 7 vervatte voorschriften kunnen niet als buitensporig worden beschouwd. Het in artikel 5 vervatte verbod om enige vergoeding te innen beantwoordt immers aan het verbod dat reeds in artikel 27bis van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet is vervat; de in artikel 6 vervatte verplichting om een schriftelijke ingebrekestelling te versturen en om daarin de elementen te vermelden waarin bij de wet is voorzien, beantwoordt tegelijk aan redelijke vereisten en aan wat de praktijk van de advocaten moet zijn, rekening houdend met wat gebruikelijk is in het beroep en met de deontologie; de in artikel 7 bedoelde huisbezoeken passen niet in het kader van de beroepsactiviteit van de advocaat.

Ten slotte, hoewel het juist is, dat de deontologische regels van de advocaten hun verplichtingen opleggen die een soortgelijk gevolg kunnen hebben als het gevolg dat met de in het geding zijnde bepalingen wordt nagestreefd, blijft het feit dat de wetgever vermocht te oordelen dat die regels niet volstonden om hun verbodsbepalingen op te leggen die overeenstemmen met die waarin de wet van 2002 voorziet en waarop de rechtzoekenden die zij beoogt te beschermen, zich kunnen beroepen.

De bestreden bepalingen doen dus niet op discriminerende wijze afbreuk aan de rechten van de betrokkenen.

Zij doen evenmin afbreuk aan de *standstill*-verplichting die is aangevoerd door de verzoekende partijen, die verwijzen naar het bij artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet gewaarborgde recht op juridische bijstand (derde middel in de zaak nr. 4778; eerste en tweede middel in de zaak nr. 4779), aangezien, zonder dat het nodig is na te gaan of de bestreden maatregelen al dan niet het bestaande beschermingsniveau in aanzienlijke mate verminderen, de hierboven vermelde bekommernis om de consument te beschermen een reden vormt die verband houdt met het algemeen belang en die het aannemen van de bestreden maatregelen verantwoordt.

De verzoekende partij in de zaak nr. 4778 voert in dat verband eveneens artikel 13 van de Grondwet aan, maar zet niet uiteen in welk opzicht die bepaling zou zijn geschonden. Het middel is niet ontvankelijk met betrekking tot die bepaling.

B.4.8. Ten slotte doet de verzoekende partij in de zaak nr. 4779 (tweede middel) gelden dat de verplichtingen die ingevolge de bestreden wet worden opgelegd aan de advocaat die een procedure van minnelijke invordering opstart tegen een schuldenaar die zich in een lidstaat van de Europese Unie bevindt, de rechten schenden die de advocaat ontleent aan artikel 49 van het EG-Verdrag (thans artikel 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU)) met betrekking tot het vrij verrichten van diensten.

B.4.9. Uit de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie volgt dat beperkingen van het vrij verrichten van diensten, die voortvloeien uit maatregelen die zonder onderscheid van toepassing zijn op nationale en EU-onderdanen, kunnen worden aanvaard indien ze worden verantwoord door dwingende redenen van algemeen belang, indien ze geschikt zijn om het ermee beoogde doel te bereiken en ze niet verder gaan dan wat noodzakelijk is om het te bereiken. Bovendien is vereist dat de beperkingen die op dergelijke gronden en op het noodzakelijke voorkomen van maatschappelijke problemen zijn gebaseerd, geschikt zijn om die doelstellingen te verwezenlijken (HvJ, 21 oktober 1999, C-67/98, *Zenatti*; 24 maart 1992, C-275/92, *Schindler*; 21 september 1999, C-124/97, *Läärä*; 11 september 2003, C-6/01, *Anomar*).

Rekening houdend met de in B.4.4 en B.4.7 vermelde elementen is de bestreden maatregel redelijk verantwoord ten aanzien van die vereisten, zodat geenszins op discriminerende wijze afbreuk wordt gedaan aan de rechten die de betrokkenen aan artikel 56 van het VWEU ontleenen.

B.4.10. In haar memorie van antwoord wijst de Orde van Vlaamse balies erop dat indien er twijfel bestaat over de overeenstemming van de in het middel aangeklaagde beperkingen met het recht van de Europese Unie, aan het Hof van Justitie van de Europese Unie een vraag moet worden gesteld over de interpretatie van artikel 49, in samenhang gelezen met artikel 46 van het EG-Verdrag (thans de artikelen 56 en 52 van het VWEU); in dat verband brengt zij het daadwerkelijk en concreet noodzakelijke karakter van de bestreden maatregel om de door de wetgever nagestreefde doelstelling van consumentenbescherming te verwezenlijken in het geding.

B.4.11. Artikel 267 van het VWEU bepaalt :

« Het Hof van Justitie van de Europese Unie is bevoegd, bij wijze van prejudiciële beslissing, een uitspraak te doen

a) over de uitlegging van de Verdragen,

b) over de geldigheid en de uitlegging van de handelingen van de instellingen, de organen of de instanties van de Unie.

Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechterlijke instantie van een der lidstaten, kan deze instantie, indien zij een beslissing op dit punt noodzakelijk acht voor het wijzen van haar vonnis, het Hof van Justitie verzoeken over deze vraag een uitspraak te doen.

Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen in een zaak aanhangig bij een nationale rechterlijke instantie waarvan de beslissingen volgens het nationale recht niet vatbaar zijn voor hoger beroep, is deze instantie gehouden zich tot het Hof te wenden.

Indien een dergelijke vraag wordt opgeworpen in een bij een nationale rechterlijke instantie aanhangige zaak betreffende een gedetineerde persoon, doet het Hof zo spoedig mogelijk uitspraak ».

B.4.12. De in de derde alinea van die bepaling opgenomen verplichting is, in de gevallen waarin enkel de uitlegging van een norm van de Europese Unie in het geding is, niet van toepassing, indien die nationale rechterlijke instantie « heeft vastgesteld dat de opgeworpen vraag niet relevant is of dat de betrokken gemeenschapsbepaling reeds door het Hof is uitgelegd of dat de juiste toepassing van het gemeenschapsrecht zo evident is, dat redelijkerwijze geen ruimte voor twijfel kan bestaan » (HvJ, 6 oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, punt 21).

B.4.13. Zoals het Hof in B.4.9 heeft vastgesteld, worden de bestreden maatregelen verantwoord ten aanzien van de vereisten waarvan, in de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie, het aanvaarden van beperkingen op het vrij verrichten van diensten afhankelijk wordt gesteld. De opgeworpen vraag hoeft niet te worden gesteld.

B.4.14. Onder voorbehoud van het onderzoek, dat verderop zal worden gedaan, van de argumenten die de verzoekende partij in de zaak nr. 4779 in haar eerste middel formuleert met betrekking tot de sanctieregeling, zijn het eerste middel in de zaken nrs. 4761, 4778 en 4779, het derde middel in de zaak nr. 4778 en het tweede middel in de zaak nr. 4779 niet gegrond.

Met betrekking tot de sanctieregeling

B.5.1. De wet van 20 december 2002 gaat gepaard met burgerrechtelijke sancties (artikel 14) en strafrechtelijke sancties (artikel 15) :

« Art. 14. Iedere betaling die verkregen wordt in strijd met de bepalingen van de artikelen 3, 4, 6 en 7, behalve in het geval van een kennelijke vergissing die de rechten van de consument niet schaadt, wordt beschouwd als geldig door de consument verricht ten opzichte van de schuldeiser, maar dient door de persoon die de activiteit van minnelijke invordering van schulden verricht, te worden terugbetaald aan de consument.

Heeft de invordering van een schuld betrekking op een geheel of ten dele onverschuldigd bedrag, in het bijzonder met toepassing van artikel 5, dan is degene die de betaling ontvangt ertoe gehouden het terug te betalen aan de consument, vermeerderd met de nalatighedsinteressen te rekenen van de dag van de betaling.

Art. 15. § 1. Met geldboete van 26 tot 50.000 EUR worden gestraft :

1° zij die de bepalingen van de artikelen 3 tot 8 overtreden;

2° zij die de beschikking niet naleven van een vonnis of arrest gewezen op een vordering tot staking als bedoeld in artikel 9;

3° zij die het vervullen van de opdracht van de in artikel 11 genoemde personen met het oog op de opsporing en vaststelling van de inbreuken op deze wet, met opzet verhinderen of belemmeren.

Onverminderd de toepassing van de gewone regels inzake herhaling, wordt deze straf verdubbeld wanneer de inbreuk wordt begaan binnen vijf jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens een in dit artikel bepaald misdrijf.

§ 2. In geval van veroordeling wordt de bijzondere verbeurdverklaring bedoeld in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek steeds uitgesproken.

§ 3. Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de bij dit artikel bedoelde inbreuken ».

B.5.2. Die regeling wordt door de verzoekende partijen bekritiseerd, hetzij ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie (tweede middel in de zaak nr. 4761 over de burgerrechtelijke sancties en de strafrechtelijke sancties; tweede middel in de zaak nr. 4778 over de burgerrechtelijke sancties; eerste middel, *partim*, in de zaak nr. 4779 over de burgerrechtelijke sancties en de strafrechtelijke sancties), hetzij ten aanzien van het wettigheidsbeginsel in strafzaken (derde en vierde middel in de zaak nr. 4779 over de burgerrechtelijke sancties en de strafrechtelijke sancties), hetzij ten aanzien van beide (vijfde middel in de zaak nr. 4779 over de burgerrechtelijke sancties).

B.5.3. De middelen zijn enkel ontvankelijk in zoverre zij betrekking hebben op de burgerrechtelijke of strafrechtelijke sancties die een inbreuk op de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 van de wet van 20 december 2002 bestraffen, aangezien die bepalingen, ingevolge artikel 38 van de bestreden wet, op de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt van toepassing zijn gemaakt.

Daarentegen was artikel 3 van de wet van 2002 reeds op hen van toepassing - alsook de sancties waarmee het krachtens de artikelen 14 en 15 gepaard gaat - wat betreft de in die bepaling bedoelde en in artikel 2, § 1, 1°, van de wet omschreven « minnelijke invordering van schulden », zodat de verzoekschriften, in zoverre zij betrekking hebben op de uitbreiding van de toepasbaarheid, op de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt, van de artikelen 14 en 15 van de wet voor sancties die een inbreuk op artikel 3 ervan bestraffen, niet voldoen aan de in artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vervatte termijnvereiste. De artikelen 4, 8, 9 en 11 van de wet van 20 december 2002 zijn niet op die personen van toepassing krachtens artikel 38, 2°, van de bestreden wet, dat artikel 2, § 2, van de wet van 2002 vervangt.

B.5.4. Bij het onderzoek van het Hof wordt een onderscheid gemaakt tussen de burgerrechtelijke sancties en de strafrechtelijke sancties.

Burgerrechtelijke sancties (artikel 14)

B.6.1. De verzoekende partijen in de zaken nrs. 4761 (tweede middel) en 4778 (tweede middel) doen gelden dat de bestreden bepalingen de artikelen 10, 11 en 23, derde lid, 1°, van de Grondwet schenden, al dan niet in samenhang gelezen met de vrijheid van handel en nijverheid, verankerd in artikel 7 van het decreet van 2 en 17 maart 1791 « tot afschaffing van het gildenwezen » (decreet d'Allarde), en, in de zaak nr. 4761, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre zij ertoe zouden leiden dat het mogelijk wordt gemaakt om aan de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen, in de uitoefening van hun beroep of ambt, die zich niet zouden houden aan de verplichtingen die hun bij de wet van 20 december 2002 worden opgelegd, burgerrechtelijke sancties op te leggen die, door van toepassing te zijn ongeacht de aard van de door de overtreder niet-nageleefde verplichting en de ernst van de tekortkoming, een onevenredige beperking van de uitoefening van een beroepsactiviteit en van het recht op het ongestoord genot van de eigendom zouden vormen.

In tegenstelling tot wat de Ministerraad beweert, is het door de verzoekende partijen in de zaak nr. 4761 aangevoerde middel niet onduidelijk, aangezien het verwijst naar de in artikel 14 van de wet van 20 december 2002 vervatte sancties en naar het gevolg dat zij, volgens die partijen, voor hun beroepsactiviteit zouden hebben.

B.6.2. Aan de bij artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet gewaarborgde vrije keuze van beroepsarbeid kunnen beperkingen worden gesteld, op voorwaarde dat die objectief en redelijk zijn verantwoord en niet onevenredig zijn met het nagestreefde doel. De vrijheid van handel en nijverheid belet niet dat de wet de economische bedrijvigheid van personen en ondernemingen regelt; zij zou alleen worden geschonden indien zij zonder enige noodzaak en op een wijze die kennelijk onevenredig is met het nagestreefde doel zou worden beperkt. Ten slotte maakt artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het de verdragsstaten mogelijk om die wetten toe te passen die zij noodzakelijk achten om het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang te regelen.

B.6.3. De regeling van de burgerrechtelijke sancties die binnen de in B.5.3 aangegeven perken ingevolge de bestreden bepalingen op de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt van toepassing is gemaakt, leidt ertoe dat de betrokkenen ertoe zijn gehouden om aan de consumenten het bedrag terug te betalen van de betaling die in strijd met de aan de eerstgenoemde bij de artikelen 5, 6 en 7 van de wet van 20 december 2002 opgelegde verplichtingen werd verkregen. In tegenstelling tot de bepalingen van artikel 3 - die reeds vroeger op de betrokkenen van toepassing waren - die het mogelijk maken om de consument te beschermen tegen de inbreuken op zijn privéleven of op zijn menselijke waardigheid en te vermijden dat hij wordt misleid, hebben die welke in de artikelen 6 en 7 zijn vervat, deels betrekking op voorschriften met een administratief karakter ten opzichte waarvan de in het geding zijnde burgerrechtelijke sanctie een maatregel vormt die op buitensporige wijze afbreuk doet aan de rechten die bij de in het middel aangevoerde bepalingen zijn gewaarborgd en in het bijzonder aan het bij artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens gewaarborgde ongestoord genot van de eigendom, wegens het absolute en forfaitaire karakter van die sanctie en het gevolg dat zij kan hebben voor de financiële situatie van de persoon aan wie zij wordt opgelegd. Hetzelfde geldt voor de in artikel 14, tweede lid, bedoelde sanctie in geval van schending van artikel 5, in zoverre die sanctie die welke is bedoeld in geval van schending van artikel 3, § 2, vierde streepje (dat « de inning van niet voorziene of niet wettelijk toegestane bedragen » reeds verbiedt en in artikel 14, eerste lid, wordt beoogd), te buiten gaat en in zoverre de toepassing van het mechanisme van de teruggave van onverschuldigde betalingen, opgenomen in artikel 1376 van het Burgerlijk Wetboek, het mogelijk maakt hetzelfde resultaat te bereiken.

B.6.4. In zoverre zij betrekking hebben op de toepassing, op de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt, van de burgerrechtelijke sancties die, binnen de in B.5.3 aangegeven perken, in artikel 14 van de wet van 20 december 2002 worden beoogd, zijn de middelen gegrond.

Strafrechtelijke sancties (artikel 15)

B.7.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 4779 bekritiseert het vage en algemene karakter van de bewoordingen van de voorschriften van de artikelen 3 en 6 van de wet van 20 december 2002, zowel ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie (eerste middel) als ten aanzien van het wettigheidsbeginsel in strafzaken (derde en vierde middel, beperkt tot artikel 3). Door de onduidelijkheid van die bepalingen zou de rechter de wijze waarop de belangen van de schuldeiser worden verdedigd, anders kunnen beoordelen dan hoe de advocaat dat zal hebben gemeend te moeten doen.

B.7.2. Het wettigheidsbeginsel in strafzaken gaat uit van de idee dat de strafwet moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is. Het eist dat de wetgever in voldoende nauwkeurige, duidelijke en rechtszekerheid biedende bewoordingen bepaalt welke feiten strafbaar worden gesteld, zodat, enerzijds, diegene die een gedrag aanneemt, vooraf op afdoende wijze kan inschatten wat het strafrechtelijke gevolg van dat gedrag zal zijn en, anderzijds, aan de rechter geen al te grote beoordelingsbevoegdheid wordt gelaten.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken staat evenwel niet eraan in de weg dat de wet aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid toekent. Er dient immers rekening te worden gehouden met het algemene karakter van de wetten, de uiteenlopende situaties waarop zij van toepassing zijn en de evolutie van de gedragingen die zij bestraffen.

Aan het vereiste dat een misdrijf duidelijk moet worden omschreven in de wet, is voldaan wanneer de rechtzoekende, op basis van de bewoordingen van de relevante bepaling en, indien nodig, met behulp van de interpretatie daarvan door de rechtscolleges, kan weten welke handelingen en welke verzuimen zijn strafrechtelijke aansprakelijkheid meebrengen.

Enkel bij het onderzoek van een specifieke strafbepaling is het mogelijk om, rekening houdend met de elementen eigen aan de misdrijven die zij wil bestraffen, te bepalen of de door de wetgever gehanteerde algemene bewoordingen zo vaag zijn dat ze het wettigheidsbeginsel in strafzaken zouden schenden.

B.7.3. De verzoekende partij brengt artikel 3, § 1 en § 2, derde, vierde, zesde, achtste en negende streepje, en artikel 6 van de wet van 20 december 2002 in het geding. Artikel 3 wordt niet in aanmerking genomen, om de in B.5.3 aangegeven redenen.

B.7.4. Geen enkele van de in artikel 6 van de wet van 20 december 2002 - geciteerd in B.3.2 - vermelde concepten of begrippen kunnen de rechtzoekende verhinderen te bepalen welke handelingen en welke verzuimen zijn strafrechtelijke aansprakelijkheid meebrengen.

B.7.5. In haar tweede middel levert de verzoekende partij in de zaak nr. 4761 op de strafrechtelijke sancties dezelfde uit schendingen van de vrijheid van handel en nijverheid en van het eigendomsrecht afgeleide kritiek als die welke zij op de in artikel 14 van de wet van 20 december 2002 bedoelde burgerrechtelijke sancties heeft geleverd.

Aangezien de strafrechtelijke sancties ertoe strekken de naleving te waarborgen van de verplichtingen die aan de betrokkenen worden opgelegd teneinde het bij de wet nagestreefde doel te verwezenlijken en aangezien de door de consument uitgevoerde betaling, per definitie, immers niet had moeten worden uitgevoerd, valt artikel 15 binnen de perken die aan de door de verzoekende partijen aangevoerde rechten en vrijheden zijn gesteld, zoals zij in B.6.2 zijn aangegeven. De kritiek van de verzoekende partijen is des te minder gegrond daar de wet het de rechter mogelijk maakt om het bedrag van de geldboete vast te stellen tussen het minimum- en het maximumbedrag dat erin is bepaald en het hem mogelijk maakt de bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van die van hoofdstuk VII en van artikel 85 met betrekking tot de verzachtende omstandigheden, toe te passen.

B.7.6. In zoverre zij betrekking hebben op de toepassing van de in artikel 15 van de wet van 20 december 2002 bedoelde strafrechtelijke sancties, zijn de middelen niet gegrond.

Met betrekking tot het gebruik van de talen

B.8.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 4779 (vijfde middel) voert aan dat artikel 39 van de bestreden wet artikel 30 van de Grondwet schendt in zoverre het artikel 6, § 2, van de wet van 20 december 2002 aanvult met een 6° dat de bewoordingen bepaalt van een vermelding die in de tekst van de in artikel 6 bedoelde ingebrekestelling dient voor te komen. Volgens de verzoekende partij zou enkel aan dat voorschrift kunnen worden voldaan indien de in het geding zijnde tekst de vermelding bevat die in de wet is opgenomen en dus in de taal ervan is opgesteld.

B.8.2. Artikel 30 van de Grondwet bepaalt :

« Het gebruik van de in België gesproken talen is vrij; het kan niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken ».

B.8.3. De verzoekende partij vergist zich in de draagwijdte van de bestreden bepaling die zich ertoe beperkt de weergave van de bij artikel 6, § 2, 6°, voorgeschreven vermelding in een van de landstalen te vereisen, en geenszins verbiedt dat die vermelding in andere talen zou worden vertaald.

B.8.4. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 38, 2°, van de Economische Herstelwet van 27 maart 2009 in zoverre het de regeling van de burgerrechtelijke sancties die in artikel 14 van de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument worden beoogd en die een inbreuk op de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 van die wet bestraffen, van toepassing maakt op de advocaten, de ministeriële ambtenaren of de gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 16 september 2010.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
M. Melchior

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2010 — 3877

[2010/204946]

Auszug aus dem Urteil Nr. 99/2010 vom 16. September 2010

Geschäftsverzeichnissnr.: 4761, 4778 und 4779

In Sachen: Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 38 und 39 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Behebung der Wirtschaft und der Artikel 14 und 15 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden, erhoben von Daniela Coco und anderen, der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey und P. Nihoul, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 7. August 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. August 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 38 und 39 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Behebung der Wirtschaft und der Artikel 14 und 15 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. April 2009 und vom 29. Januar 2003, zweite Ausgabe): Daniela Coco, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue du Saphir 28, Armand Broder, wohnhaft in 1000 Brüssel, Galerie du Roi 18, Marc Snoeck, wohnhaft in 1050 Brüssel, avenue des Klauwaerts 15, Michel Forges, wohnhaft in 1200 Brüssel, avenue des Dix Arpents 85, Philippe Marcus Helmons, wohnhaft in 1030 Brüssel, avenue des Azalées 20, Daniel D'Ath, wohnhaft in 1180 Brüssel, rue Marianne 4, Walter De Brakeleer, wohnhaft in 1950 Kraainem, Baron d'Huartlaan 254, Colette Fraiteur, wohnhaft in 1180 Brüssel, avenue d'Orbaix 18, François Van de Mensbrugge, wohnhaft in 1050 Brüssel, avenue Maurice 27, und Nathalie Penning, wohnhaft in 1652 Alsemberg, Dikkemeerweg 172.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. Oktober 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. Oktober 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, mit Sitz in 1050 Brüssel, avenue de la Toison d'Or 65, Klage auf teilweise Nichtigerklärung der Artikel 38 und 39 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Behebung der Wirtschaft (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. April 2009).

c. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. Oktober 2009 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. Oktober 2009 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, mit Sitz in 1000 Brüssel, rue Royale 148, Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 38 und 39 desselben Gesetzes.

Diese unter den Nummern 4761, 4778 und 4779 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf den Gegenstand der Klagen

B.1.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4761 beantragen die Nichtigerklärung der Artikel 38 und 39 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Behebung der Wirtschaft, durch die Artikel 2 §§ 1 und 2 und Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden abgeändert worden sind, sowie die Nichtigerklärung der Artikel 14 und 15 dieses letztgenannten Gesetzes.

B.1.2. Die Artikel 14 und 15 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 haben durch die Wirkung der angefochtenen Bestimmungen einen größeren Anwendungsbereich als vor dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 27. März 2009. Sie wurden dadurch jedoch nicht abgeändert. Die Klage ist unzulässig, insofern sie diese betrifft, da sie nicht innerhalb der durch Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof vorgeschriebenen Frist von sechs Monaten ab dem 29. Januar 2003, das heißt dem Datum, an dem das Gesetz vom 20. Dezember 2002 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht worden ist, eingereicht wurde. Es obliegt jedoch dem Hof, gegebenenfalls die darin vorgesehenen Regeln zu berücksichtigen, um die Tragweite und die Wirkung der Bestimmungen zu beurteilen, die rechtsgültig seiner Kontrolle unterliegen.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen

B.2.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der durch einige der klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4761 eingereichten Klage in Abrede, da die einen ihre Tätigkeit in Form einer PGmbH ausübten, ohne den Klageerhebungsbeschluss des zuständigen Organs vorgelegt zu haben, während die anderen nicht angegeben hätten, ob sie ihre Tätigkeit als Rechtsanwalt als natürliche Person oder als juristische Person ausübten, und im letzteren Fall ebenfalls ein Beschluss des zuständigen Organs vorgelegt werden müsse.

B.2.2. Da die klagenden Parteien ihre Eigenschaft als Rechtsanwalt geltend machen und unter Beweis stellen, um ihr Interesse an der Klage nachzuweisen, ist die Art und Weise der Ausübung ihrer Berufstätigkeit angesichts des Gegenstands der Klage belanglos und ist es nicht notwendig zu prüfen, ob sie diese Berufstätigkeit in Form einer PGmbH ausüben oder ob das zuständige Organ der PGmbH beschlossen hat, die Klage einzureichen.

B.2.3. Der Ministerrat stellt sich die Frage nach der Zulässigkeit der in der Rechtssache Nr. 4779 eingereichten Klageschrift, da sie durch eine andere Person als den Beistand der klagenden Partei unterschrieben worden sei.

B.2.4. Aus den Elementen, die der Hof berücksichtigen darf, geht hervor, dass die Person, die die Nichtigkeitsklageschrift unterschrieben hat, Rechtsanwalt und Mitarbeiter der Anwaltskanzlei ist, der auch der Beistand der klagenden Partei angehört. Anhand dieser Unterschrift kann nicht davon ausgegangen werden, dass die Klageschrift nicht die in Artikel 5 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof festgelegten Anforderungen erfüllen würde.

Zur Hauptsache

B.3.1. Die Artikel 38 und 39 des Gesetzes vom 27. März 2009 bestimmen:

«Art. 38. Artikel 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Nr. 2 werden die Wörter 'unter Ausschluss der von Anwälten, ministeriellen Amtsträgern oder gerichtlichen Mandatsträgern in Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes durchgeführten gütlichen Schuldeneintreibung' gestrichen.

2. Paragraph 2 wird wie folgt ersetzt:

'§ 2. Die Artikel 4, 8 bis 13 und 16 sind nicht anwendbar auf gütliche Schuldeneintreibungen, die von Rechtsanwälten, ministeriellen Amtsträgern oder gerichtlichen Mandatsträgern in Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes durchgeführt werden.'

Art. 39. Artikel 6 § 2 desselben Gesetzes wird durch eine Nummer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

'6. in den Fällen, wo die Eintreibung von einem Rechtsanwalt, ministeriellen Amtsträger oder gerichtlichen Mandatsträger durchgeführt wird, wird folgender Text in einem getrennten Absatz, fettgedruckt und in einer anderen Schriftart hinzugefügt:

"Dieses Schreiben betrifft eine gütliche Eintreibung und keine gerichtliche Eintreibung (Ladung vor Gericht oder Sicherstellung)."

B.3.2. Die somit abgeänderten Artikel 2 und 6 des vorerwähnten Gesetzes vom 20. Dezember 2002 bestimmen nunmehr:

«Art. 2. § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes ist zu verstehen unter:

1. gütlicher Schuldeneintreibung: jede Handlung oder Praktik, die den Schuldner veranlassen soll, eine unbezahlte Schuld zu begleichen, mit Ausnahme der Eintreibung durch Vollstreckungsbefehl,

2. Tätigkeit der gütlichen Schuldeneintreibung: jede von einer natürlichen oder juristischen Person auch nebenberuflich ausgeübte Tätigkeit der gütlichen Eintreibung unbezahlter Schulden zugunsten Dritter, ohne am Abschluss des zugrunde liegenden Vertrags beteiligt gewesen zu sein, und der Eintreibung von entgeltlich abgetretenen Forderungen,

3. Verbraucher: jede natürliche Person, die Schulden hat, die nicht ihrer gewerblichen, beruflichen oder handwerklichen Tätigkeit entstammen,

4. zugrunde liegendem Vertrag: der Vertrag, der zur Entstehung einer Schulforderung zu Lasten des Verbrauchers geführt hat.

§ 2. Die Artikel 4, 8 bis 13 und 16 sind nicht anwendbar auf gütliche Schuldeneintreibungen, die von Rechtsanwälten, ministeriellen Amtsträgern oder gerichtlichen Mandatsträgern in Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes durchgeführt werden.

§ 3. Vorliegendes Gesetz ist anwendbar auf die gütliche Schuldeneintreibung und die Tätigkeit der gütlichen Eintreibung von Verbraucherschulden».

«Art. 6. § 1. Jedes Verfahren der gütlichen Schuldeneintreibung muss mit der Versendung eines an den Verbraucher gerichteten Inverzugsetzungsschreibens beginnen.

Dieses Inverzugsetzungsschreiben muss auf vollständige und unmissverständliche Weise alle Angaben zur Schulforderung enthalten. Mindestens die in § 2 aufgezählten Auskünfte müssen vermerkt werden; der Übergang zu anderen Eintreibungstechniken ist erst nach Ablauf der in § 3 vorgesehenen Frist möglich.

§ 2. Das Inverzugsetzungsschreiben muss mindestens folgende Angaben enthalten:

1. Identität, Anschrift, Telefonnummer und Eigenschaft des Erstgläubigers,

2. Name oder Bezeichnung, Anschrift, Eintragungsnummer beim Handelsregister, Mehrwertsteuernummer und Eintragungsnummer beim Ministerium der Wirtschaftsangelegenheiten der Person, die die gütliche Eintreibung der Schulforderungen durchführt,

3. eine deutliche Beschreibung der Verpflichtung, die zur Schuldenentstehung geführt hat,

4. eine deutliche Beschreibung und Rechtfertigung der beim Schuldner geforderten Beträge, Schadenersatz und Aufschubzinsen einbezogen,

5. der Vermerk, dass der Gläubiger, falls der Schuldner nicht innerhalb der in § 3 festgelegten Frist reagiert, andere Eintreibungsmaßnahmen ergreifen kann;

6. in den Fällen, wo die Eintreibung von einem Rechtsanwalt, ministeriellen Amtsträger oder gerichtlichen Mandatsträger durchgeführt wird, wird folgender Text in einem getrennten Absatz, fettgedruckt und in einer anderen Schriftart hinzugefügt:

'Dieses Schreiben betrifft eine gütliche Eintreibung und keine gerichtliche Eintreibung (Ladung vor Gericht oder Sicherstellung).'

§ 3. Das Inverzugsetzungsschreiben enthält außerdem eine Rückzahlungsfrist, vor Ablauf deren keine ergänzenden Maßnahmen zur Schuldeneintreibung getroffen werden dürfen. Diese Frist beträgt mindestens fünfzehn Tage und setzt am Tag der Versendung der schriftlichen Mahnung ein».

In Bezug auf die Kategorien von Personen, auf die das Gesetz Anwendung findet

B.4.1. Die klagenden Parteien machen geltend, dass die angefochtenen Bestimmungen dadurch, dass sie das Gesetz vom 20. Dezember 2002 auf die Rechtsanwälte anwendbar machten, eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung - gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 - stehende Behandlungsgleichheit zwischen einerseits Rechtsanwälten und andererseits Gerichtsvollziehern und Inkassobüros einführen, obwohl beide sich in unterschiedlichen Situationen befänden (erster Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 4761, 4778 und 4779).

Sie führen an, die Gründe, aus denen das Gesetz vom 20. Dezember 2002 im Jahre 2002 auf Inkassobüros und im Jahre 2009 auf Gerichtsvollzieher anwendbar gemacht worden sei, reichten nicht aus, um zu rechtfertigen, dass es auch für Rechtsanwälte gelten würde; der Gesetzgeber habe nämlich beabsichtigt, Missbräuchen in Verbindung mit der möglichen Belästigung der Schuldner durch die Betroffenen, mit den Kosten der gütlichen Eintreibung, die durch Gerichtsvollzieher in Rechnung gestellt würden, während dies den Inkassobüros nicht erlaubt sei, und mit der Verwechslung, die bei Schuldnern auftreten könnte, die gegenüber einem Gerichtsvollzieher den Eindruck haben könnten, es handle sich um die Vollstreckung eines Urteils und nicht um eine gütliche Eintreibung, ein Ende zu setzen, während keines dieser Elemente angeführt werde, um zu beweisen, dass solche Missbräuche bei Rechtsanwälten festgestellt worden seien. Diese verschickten im Übrigen keine gerichtlichen Mahnungen und berechneten keine Eintreibungskosten für die von ihnen verschickten gütlichen Mahnungen.

B.4.2. Das Gesetz vom 20. Dezember 2002 regelt Handlungen oder Praktiken, die den Schuldner veranlassen sollen, eine unbezahlte Schuld zu begleichen, mit Ausnahme der Eintreibung durch Vollstreckungsbefehl; es betrifft jede von einer natürlichen oder juristischen Person auch nebenberuflich ausgeübte Tätigkeit der gütlichen Eintreibung unbezahlter Schulden eines Verbrauchers als natürliche Person zugunsten Dritter (Artikel 2). Es verbietet jedes Verhalten und jede Praktik, die einen Eingriff in das Privatleben des Verbrauchers darstellt, ihn irreführen könnte oder seine Menschenwürde verletzt (Artikel 3). Es verbietet es auch, bei Nichteinhaltung der vertraglichen Verpflichtungen vom Verbraucher eine andere als die im zugrunde liegenden Vertrag vereinbarte Entschädigung zu verlangen (Artikel 5). Es schreibt ein Inverzugsetzungsschreiben vor, dessen Inhalt es festlegt (Artikel 6), und sieht zivilrechtliche Sanktionen (Artikel 14), strafrechtliche Sanktionen (Artikel 15) und Verwaltungssanktionen (Artikel 16) vor, wobei Letztere jedoch nur Personen betreffen, die keine Rechtsanwälte, ministeriellen Amtsträger oder gerichtlichen Mandatsträger in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes sind (Artikel 2 § 2), die Bestimmungen unterliegen, die spezifisch für sie gelten und insbesondere mit der Verpflichtung der vorherigen Eintragung beim Ministerium der Wirtschaftsangelegenheiten zusammenhängen (Artikel 4 und 8 bis 13).

B.4.3. In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 20. Dezember 2002 heißt es, der Gesetzgeber habe auf Beschwerden gegen Inkassobüros, auf die Unternehmen und Lieferanten oft zurückgriffen, reagieren wollen.

«Inkassobüros greifen im Allgemeinen auf Drohbriefe oder -anrufe zurück. Die Dreistigkeit, mit der sie vorgehen, führt allzu oft zu offensichtlichen Einschüchterungsversuchen. Eine häufig vorkommende Beschwerde betrifft die Drohung dieser Büros, auf Eintreibungsmaßnahmen zurückzugreifen, zu denen sie keineswegs berechtigt sind, wie die Pfändung von Gütern des Schuldners. Bisweilen versuchen die Inkassobüros auch, vom Schuldner die Erstattung der Eintreibungskosten zu erhalten, obwohl das Gesetz es ihnen verbietet.

Die Eintreibung von Forderungen gegen Entgelt ist eine sehr fragwürdige Praxis. Die Inkassobüros gehen zur Eintreibung der Forderungen über, sobald ein Kunde ihnen diesen Auftrag erteilt hat. Sie kümmern sich wenig darum, ob die Forderung begründet ist oder nicht. Dies führt leider dazu, dass die Verbraucher einem derartigen Druck ausgesetzt werden, dass sie nicht mehr genau wissen, welche Rechte sie haben, und schließlich zahlen. So kommt es sogar vor, dass die Bezahlung von Waren verlangt wird, die nicht einmal bestellt worden sind.

Die Arbeitsweise der Inkassobüros verringert ebenfalls die Aussichten, eine Einigung über Ratenzahlungen zu erzielen. Da diese Inkassobüros als Vergütung eine Provision auf den Betrag der eingetriebenen Forderung erhalten, sind sie keineswegs daran interessiert, eine Vereinbarung zu schließen, in der ein Zahlungsaufschub vorgesehen ist.

[...]

Durch diesen Gesetzentwurf soll es verboten werden, gegenüber den Verbrauchern Eintreibungspraktiken kommerzieller Art anzuwenden. In der Praxis stellt sich nämlich heraus, dass die Einführung eines Verhaltenskodex keine Ergebnisse liefert. Im Übrigen kann man sich die Frage stellen, ob es angebracht ist, die Eintreibung von Forderungen gegen Entgelt außerhalb des gerichtlichen Wegs zu erlauben.

Die Inkassobüros besitzen auf diesem Gebiet nämlich keinerlei gesetzliche Befugnis. Daher ist es nicht verwunderlich, wenn ihre Tätigkeiten so oft zu ungesetzlichen Praktiken führen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1999-2000, DOC 50-0223/001, SS. 3 und 4).

Der Gesetzgeber war damals der Auffassung, die gesamte eingeführte Regelung nicht auf Rechtsanwälte und Gerichtsvollzieher anwendbar machen zu müssen:

«[Artikel 3] legt den Grundsatz fest, wonach es verboten ist, gegen Entgelt Forderungen gegenüber einem Verbraucher einzutreiben. Dieses Verbot betrifft nur Eintreibungen, die gegen Entgelt erfolgen. Es hindert also keineswegs eine Person daran, Dritten, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, kostenlos bei der Eintreibung ihrer Forderungen zu helfen (beispielsweise Unterhaltsforderungen).

Eine Ausnahme zu diesem Verbot muss natürlich zugunsten der Rechtsanwälte und Gerichtsvollzieher vorgesehen werden, insofern die Eintreibung von Forderungen grundsätzlich zu ihrem Auftrag gehört. Diese Ausnahme ist im Übrigen dadurch gerechtfertigt, dass die Mitglieder beider Berufsgruppen einer Berufsethik unterliegen und Gegenstand von Disziplinarmaßnahmen sein können; ungesetzliche Praktiken können also geahndet werden» (ebenda, SS. 5 und 6).

B.4.4. In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Gesetz heißt es, der Gesetzgeber habe den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 ausdehnen wollen, um einerseits den unterschiedlichen Auslegungen bezüglich des in Artikel 5 dieses Gesetzes vorgesehenen Verbots, vom Verbraucher irgendeine andere Entschädigung zu verlangen als diejenigen, die bei Nichteinhaltung vertraglicher Verpflichtungen vorgesehen seien, ein Ende zu bereiten und andererseits auf Seiten des Verbrauchers eine Verwechslungsgefahr zwischen gütlicher Eintreibung und gerichtlicher Eintreibung zu vermeiden; in der Begründung des Abänderungsantrags der Regierung, der den angefochtenen Bestimmungen zugrunde liegt, heißt es nämlich:

«Artikel 31/1. Der Abänderungsantrag ermöglicht es, sowohl in Bezug auf 'gütliche Schuldeneintreibung' als auch auf 'Tätigkeit der gütlichen Schuldeneintreibung', die in Artikel 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden definiert sind, zu präzisieren, dass sie auf alle in diesem Bereich tätigen Mitwirkenden anwendbar sind, ungeachtet ihres Berufsstatus (kaufmännischer Beruf oder freier Beruf).

Dies bedeutet, dass Kapitel IV des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 auf Rechtsanwälte, ministerielle Amtsträger oder gerichtliche Mandatsträger anwendbar sein wird, mit Ausnahme der Artikel 4 und 8 dieses Kapitels, da sie nicht beim FÖD Wirtschaft eingetragen sind. Aus demselben Grund finden die Artikel 11 bis 13 (Kapitel 6) und 16 ebenfalls nicht auf diese Mitwirkenden Anwendung. Die Artikel 9 und 10 müssen ebenfalls den Ausnahmen hinzugefügt werden, weil sie eine Unterlassungsklage betreffen, die durch das Gesetz vom 14. Juli 1991 über die Handelspraktiken geregelt wird, das nicht auf freie Berufe anwendbar ist.

Diese Verdeutlichung beendet endgültig insbesondere die unterschiedlichen Auslegungen von Artikel 5, der 'es [verboten], bei Nichteinhaltung der vertraglichen Verpflichtungen vom Verbraucher eine andere als die im zugrunde liegenden Vertrag vereinbarte Entschädigung zu verlangen'.

Fortan findet unter anderem dieser Artikel eindeutig Anwendung auf alle an der gütlichen Schuldeneintreibung mitwirkenden Personen, einschließlich der Rechtsanwälte, ministeriellen Amtsträger (unter anderem Gerichtsvollzieher) oder gerichtlichen Mandatsträger.

Es handelt sich nämlich nicht um einen gesetzlichen Auftrag im Sinne von Artikel 516 des Gerichtsgesetzbuches, sondern um eine außergesetzliche und außergerichtliche Tätigkeit, in deren Rahmen die Gerichtsvollzieher nicht in ihrer Eigenschaft als ministerielle und öffentliche Amtsträger, sondern nur als Beauftragte ihres Klienten auftreten.

Diese Maßnahme bezweckt, eine soziale und wirtschaftliche Gerechtigkeit wiederherzustellen, indem einerseits gewisse Praktiken kontrolliert werden und andererseits wieder ein lauterer Wettbewerb garantiert wird.

Art. 31/2. Viele Verbraucher, insbesondere die am meisten gefährdeten, unterscheiden nicht zwischen gütlicher Eintreibung und gerichtlicher Eintreibung, wenn die gütliche Eintreibung durch einen Rechtsanwalt oder einen Gerichtsvollzieher erfolgt. Der Briefkopf, das Siegel, der Sprachgebrauch und der Status dieser Berufe lösen bei den Verbrauchern Verwirrung hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten aus. Ein erläuternder und sichtbarer Vermerk im Briefwechsel, mit dem die gütliche Beschaffenheit der Vorgehensweise präzisiert wird, setzt dieser Verwirrung ein Ende» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1788/004, SS. 2 und 3).

B.4.5. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4761 behaupten, dehnt das angefochtene Gesetz den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 nicht auf Gerichtsvollzieher und Rechtsanwälte aus, da einige seiner Bestimmungen bereits vorher auf sie Anwendung fanden. Aus Artikel 2 § 1 Nr. 1 geht nämlich hervor, dass diese bereits den in Artikel 3 in Bezug auf die gütliche Schuldeneintreibung festgelegten Verboten und insofern, als sie sich auf diesen Artikel 3 beziehen, dem Artikel 14 des Gesetzes, der zivilrechtliche Sanktionen einführt, und dem Artikel 15 des Gesetzes, der strafrechtliche Sanktionen einführt, unterlagen. Es trifft jedoch zu, dass das angefochtene Gesetz die Anwendung von Bestimmungen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, die zuvor nicht auf die Betroffenen anwendbar waren, auf sie ausdehnt. So unterliegen sie nunmehr den in den Artikeln 5, 6 und 7 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 festgelegten Verpflichtungen und somit den damit verbundenen zivilrechtlichen und strafrechtlichen Sanktionen.

B.4.6. Indem der Gesetzgeber die angefochtenen Bestimmungen angenommen hat, hat er 2009 eine Option rückgängig gemacht, die er 2002 gewählt hatte. Eine solche Änderung der Politik gehört zu seiner Ermessensbefugnis, und es kann nicht davon ausgegangen werden, dass sie im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehen würde, weil der Gesetzgeber gewisse Ziele aufgibt, um andere zu verfolgen. Die angefochtenen Bestimmungen könnten nur als diskriminierend angesehen werden, wenn sie sich aus einer offensichtlich unvernünftigen Beurteilung ergeben würden.

B.4.7. Es trifft zwar zu, wie die klagenden Parteien bemerken, dass in den Vorarbeiten regelmäßig die Gerichtsvollzieher erwähnt werden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1788/012, SS. 9 und 10; Senat, 2008-2009, Nr. 4-1199/2, S. 9), doch darin wird angeführt, dass «die juristischen Berufe im Allgemeinen» gemeint sind, «auch wenn es hauptsächlich um die Gerichtsvollzieher geht» (*Parl. Dok.*, Senat, ebenda). Im Übrigen war bereits im Laufe der Vorarbeiten zum Gesetz vom 20. Dezember 2002 angemerkt worden, dass die Rechtsanwälte «einen starken moralischen Druck auf den Schuldner ausüben können» (*Parl. Dok.*, Senat, 2001-2002, Nr. 2-1061/5, S. 4). Bei der Abänderung von Artikel 2 konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass die Gefahren infolge der in B.4.4 erwähnten unterschiedlichen Auslegung hinsichtlich der vom Verbraucher verlangten Entschädigungen mussten beseitigt werden können ungeachtet der Eigenschaft der Personen, die eine gütliche Schuldeneintreibung vornehmen, und dass es diesbezüglich nicht wünschenswert war, einerseits die Rechtsanwälte und andererseits die Gerichtsvollzieher und Inkassobüros unterschiedlich zu behandeln, während ungeachtet der Unterschiede zwischen ihnen und insbesondere zwischen den Erstgenannten und Zweitgenannten alle die gütliche Schuldeneintreibung betreiben können; ob diese Tätigkeit hauptberuflich oder nebenberuflich ausgeübt wird, ist diesbezüglich irrelevant. Die gleiche Sorge um den Schutz des Verbrauchers findet Ausdruck in dem nunmehr durch Artikel 6 § 2 Nr. 6 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 vorgeschriebenen Vermerk. Die neuen Bestimmungen entsprechen somit den ursprünglichen Zielsetzungen dieses Gesetzes, da sie es ermöglichen können, das Privatleben des Schuldners zu schützen, die Kosten, die von ihm verlangt werden können, zu präzisieren und eine Kontrolle über die Personen, die eine gütliche Schuldeneintreibung betreiben, auszuüben (*Parl. Dok.*, Senat, 2001-2002, Nr. 2-1061/5, S. 2).

Diese Kontrolle ist im Übrigen der Eigenschaft dieser Personen angepasst, da die Artikel 4, 8 bis 13 und 16 insbesondere nicht auf Rechtsanwälte und Gerichtsvollzieher anwendbar sind; die in den Artikeln 5, 6 und 7 festgelegten Vorschriften können ihrerseits nicht als übertrieben angesehen werden. Das in Artikel 5 enthaltene Verbot, irgendeine Entschädigung einzunehmen, entspricht nämlich demjenigen, was bereits in Artikel 27bis des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbraucherkredit festgelegt war; die in Artikel 6 enthaltene Verpflichtung, ein Inverzugsetzungsschreiben zu verschicken und darin die im Gesetz vorgesehenen Elemente anzuführen, entspricht sowohl vernünftigen Erfordernissen als auch der von den Rechtsanwälten einzuhaltenden Praxis unter Berücksichtigung der Berufsgewohnheiten und der Berufsethik; die in Artikel 7 vorgesehenen Hausbesuche sind nicht Bestandteil der Berufstätigkeit der Rechtsanwälte.

Auch wenn es schließlich zutrifft, dass die Regeln der Berufsethik der Rechtsanwälte ihnen Verpflichtungen auferlegen, die eine ähnliche Wirkung haben, wie sie durch die angefochtenen Bestimmungen angestrebt wird, konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass diese Regeln nicht ausreichen, um ihnen Verbote aufzuerlegen, die denjenigen entsprechen, die im Gesetz vom 2002 vorgesehen waren und die von hierdurch zu schützenden Rechtsunterworfenen geltend gemacht werden können.

Die angefochtenen Bestimmungen verletzen folglich nicht auf diskriminierende Weise die Rechte der Betroffenen.

Sie verletzen ebenfalls nicht die von den klagenden Parteien angeführte Stillhalteverpflichtung, wobei auf das durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung garantierte Recht auf rechtlichen Beistand (dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4778; erster und zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4779) verwiesen wird, denn, ohne dass geprüft werden muss, ob die angefochtenen Maßnahmen gegebenenfalls das bestehende Schutzniveau erheblich verringern, ist das vorerwähnte Bemühen um den Schutz des Verbrauchers ein mit dem Gemeinwohl verbundener Beweggrund, der die Annahme der angefochtenen Maßnahmen rechtfertigt.

Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4778 führt ferner diesbezüglich Artikel 13 der Verfassung an, legt jedoch nicht dar, inwiefern gegen diese Bestimmung verstoßen würde. In Bezug auf diese Bestimmung ist der Klagegrund unzulässig.

B.4.8. Schließlich führt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4779 (zweiter Klagegrund) an, dass die Verpflichtungen, die infolge des angefochtenen Gesetzes für Rechtsanwälte gelten würden, die ein Verfahren der gütlichen Eintreibung gegen einen Schuldner einleiten, der sich in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union befinde, gegen die Rechte verstoßen würden, die Rechtsanwälte aus Artikel 49 des EG-Vertrags (nunmehr Artikel 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV)) ableiteten und die sich auf die Dienstleistungsfreiheit bezögen.

B.4.9. Aus der Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union geht hervor, dass Einschränkungen der Dienstleistungsfreiheit infolge von Maßnahmen, die ohne Unterschied auf eigene Staatsangehörige und Staatsangehörige der Europäischen Union Anwendung finden, annehmbar sein können, wenn sie durch zwingende Gründe des Gemeinwohls gerechtfertigt sind, wenn sie geeignet sind, die Verwirklichung des darin vorgesehenen Ziels zu gewährleisten, und wenn sie nicht über das hinausgehen, was notwendig ist, um es zu erreichen. Außerdem ist es erforderlich, dass Einschränkungen auf der Grundlage solcher Begründungen und der Notwendigkeit, Störungen der Gesellschaftsordnung zu vermeiden, geeignet sind, die Verwirklichung der besagten Ziele zu gewährleisten (EuGH, 21. Oktober 1999, C-67/98, *Zenatti*; 24. März 1992, C-275/92, *Schindler*; 21. September 1999, C-124/97, *Läärä*; 11. September 2003, C-6/01, *Anomar*).

Unter Berücksichtigung der in B.4.4 und B.4.7 angeführten Elemente ist die angefochtene Maßnahme vernünftig gerechtfertigt hinsichtlich dieser Erfordernisse, so dass die Rechte, die die Betroffenen aus Artikel 56 AEUV ableiten, nicht auf diskriminierende Weise verletzt werden.

B.4.10. In ihrem Erwidierungsschriftsatz führt die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften an, dass in dem Fall, wo ein Zweifel bezüglich der Übereinstimmung der im Klagegrund angeprangerten Einschränkungen mit dem Recht der Europäischen Union bestehe, dem Gerichtshof der Europäischen Union eine Frage zur Auslegung von Artikel 49 des EG-Vertrags in Verbindung mit dessen Artikel 46 (nunmehr die Artikel 56 und 52 AEUV) gestellt werden müsse; in diesem Zusammenhang stellt sie die tatsächlich und konkret notwendige Beschaffenheit der angefochtenen Maßnahme zum Erreichen der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung des Verbraucherschutzes in Frage.

B.4.11. Artikel 267 des AEUV bestimmt:

«Der Gerichtshof der Europäischen Union entscheidet im Wege der Vorabentscheidung

a) über die Auslegung der Verträge,

b) über die Gültigkeit und die Auslegung der Handlungen der Organe, Einrichtungen oder sonstigen Stellen der Union,

Wird eine derartige Frage einem Gericht eines Mitgliedstaats gestellt und hält dieses Gericht eine Entscheidung darüber zum Erlass seines Urteils für erforderlich, so kann es diese Frage dem Gerichtshof zur Entscheidung vorlegen.

Wird eine derartige Frage in einem schwebenden Verfahren bei einem einzelstaatlichen Gericht gestellt, dessen Entscheidungen selbst nicht mehr mit Rechtsmitteln des innerstaatlichen Rechts angefochten werden können, so ist dieses Gericht zur Anrufung des Gerichtshofs verpflichtet.

Wird eine derartige Frage in einem schwebenden Verfahren, das eine inhaftierte Person betrifft, bei einem einzelstaatlichen Gericht gestellt, so entscheidet der Gerichtshof innerhalb kürzester Zeit».

B.4.12. Die in Absatz 3 dieser Bestimmung enthaltene Verpflichtung gilt - in den Fällen, in denen es sich nur um die Auslegung einer Norm der Europäischen Union handelt - nicht, wenn dieses einzelstaatliche Gericht «festgestellt [hat], dass die gestellte Frage nicht entscheidungserheblich ist, dass die betreffende gemeinschaftsrechtliche Bestimmung bereits Gegenstand einer Auslegung durch den Gerichtshof war oder dass die richtige Anwendung des Gemeinschaftsrechts derart offenkundig ist, dass für einen vernünftigen Zweifel keinerlei Raum bleibt» (EuGH, 6. Oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, Randnr. 21).

B.4.13. Wie der Hof in B.4.9 festgestellt hat, sind die angefochtenen Maßnahmen hinsichtlich der Erfordernisse, von denen die Rechtsprechung des Gerichtshofes der Europäischen Union die Annahme von Einschränkungen der Dienstleistungsfreiheit abhängig macht, gerechtfertigt. Die Frage braucht nicht gestellt zu werden.

B.4.14. Vorbehaltlich der weiter unten vorzunehmenden Prüfung der Argumente der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 4779 in ihrem ersten Klagegrund in Bezug auf die Sanktionsregelung sind der erste Klagegrund in den Rechtssachen Nrn. 4761, 4778 und 4779, der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4778 und der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4779 unbegründet.

In Bezug auf die Sanktionsregelung

B.5.1. Das Gesetz vom 20. Dezember 2002 ist mit zivilrechtlichen Sanktionen (Artikel 14) und strafrechtlichen Sanktionen (Artikel 15) verbunden:

«Art. 14. Jede Rückzahlung, die entgegen den Bestimmungen der Artikel 3, 4, 6 und 7 erhalten wurde, wird außer bei offensichtlichem Irrtum, der die Rechte des Verbrauchers nicht beeinträchtigt, als gültige Zahlung des Verbrauchers an den Gläubiger angesehen, muss dem Verbraucher aber von der Person, die die Tätigkeit der gütlichen Schuldeneintreibung ausübt, erstattet werden.

Betrifft die Eintreibung einer Schuldforderung einen ganz oder teilweise nicht geschuldeten Betrag, insbesondere in Anwendung von Artikel 5, ist der Zahlungsempfänger verpflichtet, ihn dem Verbraucher zuzüglich des ab dem Zahlungstag berechneten Aufschubzinses zu erstatten.

Art. 15. § 1. Mit einer Geldstrafe von 26 bis 50 000 EUR wird belegt:

1. wer gegen die Bestimmungen der Artikel 3 bis 8 verstößt,

2. wer die Bestimmungen eines Urteils oder Entscheids infolge einer in Artikel 9 erwähnten Unterlassungsklage nicht einhält,

3. wer absichtlich die Ausführung des Auftrags der in Artikel 11 erwähnten Personen hinsichtlich der Ermittlung und Feststellung von Verstößen gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes verhindert oder behindert.

Unbeschadet der Anwendung der üblichen Regeln bei Rückfall wird im Falle eines im vorliegenden Artikel erwähnten Verstoßes innerhalb fünf Jahren nach einer rechtskräftigen Verurteilung wegen des gleichen Verstoßes diese Strafe verdoppelt.

§ 2. Im Falle einer Verurteilung ist die in Artikel 42 Nr. 3 des Strafgesetzbuches erwähnte Sondereinziehung immer anzuordnen.

§ 3. Die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel VII und Artikel 85 finden Anwendung auf die im vorliegenden Artikel erwähnten Verstöße».

B.5.2. Diese Regelung wird durch die klagenden Parteien zum einen hinsichtlich des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4761 über die zivilrechtlichen Sanktionen und die strafrechtlichen Sanktionen; zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4778 über die zivilrechtlichen Sanktionen; erster Klagegrund, *partim*, in der Rechtssache Nr. 4779 über die zivilrechtlichen Sanktionen und die strafrechtlichen Sanktionen), zum anderen hinsichtlich des Legalitätsprinzips in Strafsachen (dritter und vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4779 über die zivilrechtlichen Sanktionen und die strafrechtlichen Sanktionen) und darüber hinaus in Bezug auf beides (fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4779 über die zivilrechtlichen Sanktionen) bemängelt.

B.5.3. Die Klagegründe sind nur insofern zulässig, als sie sich auf die zivilrechtlichen oder strafrechtlichen Sanktionen beziehen, mit denen Verstöße gegen die Bestimmungen der Artikel 5, 6 und 7 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 geahndet werden, da diese Bestimmungen durch die Wirkung von Artikel 38 des angefochtenen Gesetzes auf Rechtsanwälte, ministerielle Amtsträger oder gerichtliche Mandatsträger in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes anwendbar gemacht werden.

Artikel 3 des Gesetzes vom 2002 hingegen war bereits auf sie anwendbar - ebenso wie die damit verbundenen Sanktionen aufgrund der Artikel 14 und 15 - in Bezug auf die in dieser Bestimmung vorgesehene und in Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes definierte «gütliche Schuldeneintreibung», so dass die Klageschriften insofern, als sie sich auf die Ausdehnung der Anwendbarkeit der Artikel 14 und 15 des Gesetzes auf Rechtsanwälte, ministerielle Amtsträger oder gerichtliche Mandatsträger in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes für Sanktionen, mit denen ein Verstoß gegen dessen Artikel 3 geahndet wird, nicht das in Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof festgelegte Fristerfordernis erfüllen. Die Artikel 4, 8, 9 und 11 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 finden nicht Anwendung auf diese Personen aufgrund von Artikel 38 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 2 § 2 des Gesetzes vom 2002 ersetzt.

B.5.4. In der Prüfung durch den Hof wird zwischen zivilrechtlichen Sanktionen und strafrechtlichen Sanktionen unterschieden.

Zivilrechtliche Sanktionen (Artikel 14)

B.6.1. Die klagenden Parteien in den Rechtssachen Nrn. 4761 (zweiter Klagegrund) und 4778 (zweiter Klagegrund) führen an, die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10, 11 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit der in Artikel 7 des Dekrets vom 2. und 17. März 1791 zur Abschaffung der Zünfte (d'Allarde-Dekret) verankerten Handels- und Gewerbefreiheit, und in der Rechtssache Nr. 4761 mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern sie dazu führten, dass Rechtsanwälte, ministeriellen Amtsträgern oder gerichtlichen Mandatsträgern in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes, die nicht die ihnen durch das Gesetz vom 20. Dezember 2002 auferlegten Verpflichtungen einhielten, zivilrechtliche Sanktionen auferlegt werden könnten, die ungeachtet der Beschaffenheit der durch den Zuwiderhandelnden missachteten Verpflichtung und der Schwere der Verfehlung Anwendung fänden und somit eine unverhältnismäßige Einschränkung der Ausübung einer Berufstätigkeit und des Rechtes auf Achtung des Eigentums darstellten.

Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, ist der von den klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 4761 angeführte Klagegrund nicht undeutlich, da er sich auf die in Artikel 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 enthaltenen Sanktionen und auf die Auswirkungen, die sie nach Auffassung der Parteien auf ihre Berufstätigkeit hätten, bezieht.

B.6.2. Die durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung garantierte freie Wahl einer Berufstätigkeit kann Einschränkungen unterliegen, vorausgesetzt, diese sind objektiv und vernünftig gerechtfertigt und sind nicht unverhältnismäßig hinsichtlich der Zielsetzung. Die Handels- und Gewerbefreiheit verhindert nicht, dass die wirtschaftliche Tätigkeit der Personen und Unternehmen durch Gesetz geregelt wird; sie würde nur verletzt, wenn sie ohne Notwendigkeit und auf eindeutig in keinem Verhältnis zur Zielsetzung stehende Weise eingeschränkt würde. Schließlich ermöglicht Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention es den Vertragsstaaten, diejenigen Gesetze anzuwenden, die sie für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse für erforderlich halten.

B.6.3. Die Regelung der zivilrechtlichen Sanktionen, die innerhalb der in B.5.3 angeführten Grenzen infolge der angefochtenen Bestimmungen auf Rechtsanwälte, ministerielle Amtsträger oder gerichtliche Mandatsträger in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes anwendbar gemacht werden, hat zur Folge, dass die Betroffenen verpflichtet sind, den Verbrauchern den Betrag zurückzuzahlen, den sie unter Verletzung der Verpflichtungen erhalten haben, die den Ersteren durch die Artikel 5, 6 und 7 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 auferlegt werden. Im Gegensatz zu den Bestimmungen von Artikel 3 - die bereits zuvor auf die Betroffenen Anwendung fanden -, die es ermöglichen, den Verbraucher gegen Verletzungen seines Privatlebens oder seiner Menschenwürde zu schützen und zu vermeiden, dass er in die Irre geführt wird, betreffen diejenigen, die in den Artikeln 6 und 7 enthalten sind, teilweise Vorschriften administrativer Art, bezüglich deren die angefochtene zivilrechtliche Sanktion eine Maßnahme darstellt, die übermäßige Weise die Rechte verletzt, die durch die im Klagegrund angeführten Bestimmungen garantiert werden, insbesondere die durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Achtung des Eigentums, wegen ihrer absoluten und pauschalen Beschaffenheit sowie durch ihre mögliche Auswirkung auf die finanzielle Lage der Personen, denen sie auferlegt wird. Das Gleiche gilt für die im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 5 in Artikel 14 Absatz 2 vorgesehene Sanktion, insofern sie über diejenige hinausgeht, die im Falle eines Verstoßes gegen Artikel 3 § 2 vierter Gedankenstrich - der «die Einziehung nicht vorgesehener oder gesetzlich nicht zugelassener Kosten» bereits verbot und auf den sich Artikel 14 Absatz 1 bezieht - vorgesehen ist, und insofern die Anwendung des Mechanismus der Erstattung von ungerechtfertigten Zahlungen gemäß Artikel 1376 des Zivilgesetzbuches es ermöglicht, das gleiche Ergebnis zu erzielen.

B.6.4. Insofern sie die Anwendung der innerhalb der in B.5.3 angeführten Grenzen in Artikel 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 vorgesehenen zivilrechtlichen Sanktionen auf Rechtsanwälte, ministerielle Amtsträger oder gerichtliche Mandatsträger in der Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes betreffen, sind die Klagegründe begründet.

Strafrechtliche Sanktionen (Artikel 15)

B.7.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4779 bemängelt die vage und allgemeine Formulierung der Vorschriften der Artikel 3 und 6 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002, sowohl hinsichtlich des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung (erster Klagegrund) als auch hinsichtlich des Legalitätsprinzips in Strafsachen (dritter und vierter Klagegrund, beschränkt auf Artikel 3). Die Undeutlichkeit dieser Bestimmungen ermögliche es dem Richter, die Weise der Verteidigung der Interessen des Gläubigers anders zu beurteilen als diejenige, die der Rechtsanwalt als notwendig erachtet habe.

B.7.2. Das Legalitätsprinzip in Strafsachen geht von der Überlegung aus, dass das Strafgesetz so formuliert werden muss, dass es jedem zu dem Zeitpunkt, wo er ein Verhalten annimmt, ermöglicht, festzustellen, ob dieses Verhalten strafbar ist oder nicht. Es erfordert, dass der Gesetzgeber in einer ausreichend präzisen, deutlichen und Rechtssicherheit bietenden Formulierung festlegt, welche Taten unter Strafe gestellt werden, damit einerseits derjenige, der ein Verhalten annimmt, im Voraus auf ausreichende Weise einschätzen kann, welche strafrechtlichen Folgen dieses Verhalten haben kann, und andererseits dem Richter keine zu große Ermessensbefugnis überlassen wird.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen verhindert jedoch nicht, dass das Gesetz dem Richter eine Ermessensbefugnis gewährt. Es müssen nämlich die allgemeine Beschaffenheit der Gesetze, die unterschiedlichen Situationen, auf die sie Anwendung finden, und die Entwicklung der Verhaltensweisen, die sie bestrafen, berücksichtigt werden.

Das Erfordernis, dass eine Straftat im Gesetz deutlich definiert werden muss, ist erfüllt, wenn der Rechtsuchende auf der Grundlage der Formulierung der relevanten Bestimmung und notwendigenfalls mit Hilfe ihrer Auslegung durch die Rechtsprechungsorgane wissen kann, welche Handlungen und welche Unterlassungen seine strafrechtliche Haftung mit sich bringen.

Nur bei der Prüfung einer spezifischen Strafbestimmung ist es möglich, unter Berücksichtigung der spezifischen Elemente der damit zu ahndenden Straftaten festzustellen, ob die durch den Gesetzgeber angewandte allgemeine Formulierung so vage ist, dass sie gegen das Legalitätsprinzip in Strafsachen verstößt.

B.7.3. Die klagende Partei stellt Artikel 3 § 1 und § 2 dritter, vierter, sechster, achter und neunter Gedankenstrich und Artikel 6 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 in Frage. Artikel 3 wird aus den in B.5.3 dargelegten Gründen nicht berücksichtigt.

B.7.4. Keines der in Artikel 6 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 - zitiert in B.3.2 - erwähnten Konzepte oder keiner der darin erwähnten Begriffe kann den Rechtsunterworfenen daran hindern, die Handlungen und Unterlassungen zu bestimmen, durch die er strafrechtlich haftbar wird.

B.7.5. In ihrem zweiten Klagegrund übt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4761 an den strafrechtlichen Sanktionen die gleiche Kritik, die aus Verstößen gegen die Handels- und Gewerbefreiheit und gegen das Recht auf Achtung des Eigentums abgeleitet ist, wie an den zivilrechtlichen Sanktionen, die in Artikel 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 vorgesehen sind.

Da die strafrechtlichen Sanktionen die Einhaltung der Verpflichtungen garantieren sollen, die den Betroffenen auferlegt werden, um das Ziel des Gesetzes zu erreichen, und da die Zahlung durch den Verbraucher *per definitionem* nicht hätte erfolgen dürfen, überschreitet Artikel 15 nicht die Grenzen der durch die klagenden Parteien geltend gemachten Rechte und Freiheiten, so wie sie in B.6.2 angeführt wurden. Die Kritik der klagenden Parteien ist umso weniger begründet, als das Gesetz es dem Richter erlaubt, den Betrag der Strafe zwischen dem darin vorgesehenen Mindest- und Höchstsatz festzulegen, und es ihm ermöglicht, die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches, einschließlich derjenigen von Kapitel VII und von Artikel 85 in Bezug auf mildernde Umstände, anzuwenden.

B.7.6. Insofern sie sich auf die Anwendung der strafrechtlichen Sanktionen beziehen, die in Artikel 15 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 vorgesehen sind, sind die Klagegründe unbegründet.

In Bezug auf den Sprachengebrauch

B.8.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4779 (fünfter Klagegrund) führt an, Artikel 39 des angefochtenen Gesetzes verstoße gegen Artikel 30 der Verfassung, insofern er Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 um eine Nr. 6 ergänze, in der die Formulierung eines Vermerks vorgesehen sei, der im Text des Inverzugsetzungsschreibens im Sinne von Artikel 6 angeführt werden müsse. Nach Auffassung der klagenden Partei könne diese Vorschrift nur eingehalten werden, wenn der betreffende Text den im Gesetz vorgesehenen Hinweis enthalte und somit in dessen Sprache verfasst sei.

B.8.2. Artikel 30 der Verfassung bestimmt:

«Der Gebrauch der in Belgien gesprochenen Sprachen ist frei; er darf nur durch Gesetz und allein für Handlungen der öffentlichen Gewalt und für Gerichtsangelegenheiten geregelt werden».

B.8.3. Die klagende Partei irrt sich hinsichtlich der Tragweite der angefochtenen Bestimmung, die sich darauf beschränkt, die Wiedergabe der durch Artikel 6 § 2 Nr. 6 vorgeschriebenen Vermerks in einer der Landessprachen vorzuschreiben, und keineswegs verbietet, dass der besagte Vermerk in andere Sprachen übersetzt wird.

B.8.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 38 Nr. 1 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Belebung der Wirtschaft insofern, als er die Regelung der in Artikel 14 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die gütliche Eintreibung von Verbraucherschulden erwähnten zivilrechtlichen Sanktionen, mit denen ein Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 5, 6 und 7 dieses Gesetzes geahndet wird, auf die Rechtsanwälte, ministeriellen Amtsträger oder gerichtlichen Mandatsträger in Ausübung ihres Berufes oder ihres Amtes anwendbar macht, für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 16. September 2010.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Vorsitzende,
M. Melchior

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2010 — 3878

[2010/205018]

10 OKTOBER 2010. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2009, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het garagepersoneel (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2009, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het garagepersoneel.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2010 — 3878

[2010/205018]

10 OCTOBRE 2010. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 26 novembre 2009, conclue au sein de la Commission paritaire du transport et de la logistique, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année au personnel de garage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport et de la logistique;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 26 novembre 2009, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport et de la logistique, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année au personnel de garage.